

algérie : les trois défis



tribune

socialiste



mai 68!

CINQ ANS...

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Michel CAMOUI - Irène CHARAMAN-
DE - Pierre CELIS - Julien CETTOUR -
Robert CHAPUIS - Françoise CLAI-
RE - Jean FRANCHETEAU - Bernard
JAUMONT - Thierry MORUS - Domini-
que NORES - Yves PELISSIER - Lucien
SAINTONGE - Jean VERGER.

PHOTOS : LEBRUN (5, 7, 8) - G. AI-
ME (4) - M.-D. PUECH (7) - A.F.P. (5).
D.R. (14, 15, 16, 19).

DESSINS : BAROU (17) - BRICE (20) -
COPI (19).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Morjamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires.

CALENDRIER POLITIQUE

● DIMANCHE 13 MAI, de 14 à
24 heures, à COLOMBES, centre
administratif, à côté de la mairie :
Foire aux poèmes.

● DIMANCHE 13 MAI, à la Jasse
du LARZAC : chanteurs irlandais
et occitans. LARZAC-I.R.A...

● et n'oubliez pas (cf. page 16) :

LA FÊTE

les 26 et 27 mai au stade de Co-
lombes.

Petite annonce

A vendre graveur pour stencils
électroniques. Très bonne occa-
sion. Peut graver stencils de toute
marque. Reproduction de textes im-
primés, manuscrits, de titres, des-
sins...

Valeur neuf : plus de 6.000 F.
Prix de vente : 1.650 F.

S'adresser à « TS » qui trans-
mettra.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue N°

Ville N° département

Je désire souscrire un abonnement de :
1 an (52 numéros) 60 F ☐ 6 mois (26 numéros) 35 F ☐

Je souscris un abonnement de soutien :
1 an (52 numéros) 100 F ☐ 6 mois (26 numéros) 50 F ☐

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE
MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

7 JOURS DANS T.S.



■ Mai 68 ébranlait l'Etat gaullien.
C'était il y a cinq ans. La logique po-
liticienne prévoyait qu'un grand parti
révolutionnaire sortirait des barrica-
des et remplacerait rapidement la
bourgeoisie par les soviets. Prenant
cette logique à contre-pied, ces cinq
années ont apporté tout autre chose ;
de la contestation de la croissance
capitaliste à la naissance d'un cour-
ant autogestionnaire, le socialisme
de liberté a su creuser des chemins
que l'extrême-gauche française, les
yeux rivés sur le début du siècle en
Russie, ne pouvait pas prévoir. (p. 4).

Ainsi, grâce à l'imagination popu-
laire, les faits ont débordé la théorie
du passé. Il s'agit désormais d'en
prendre acte et de faire œuvre cons-
tructive. En cherchant à sortir le mou-
vement ouvrier français de la division
réformisme - gauchisme faussement
surgie de mai, le P.S.U. apporte sa
contribution à cette construction. La
journée du 1^{er} mai était une occasion
de donner à l'espérance socialiste
dans notre pays ce nouveau visage,
unitaire. Lucien Saintonge explique
(pages 4 et 5) qu'une fois encore les
sectaires de certains groupes d'extrê-
me-gauche ont tenu à rompre cette
unité par une attitude groupusculaire.

■ L'évolution de la C.F.D.T. est par-
tie prenante de ce socialisme fran-
çais qui se prépare pour demain. Ju-
lien Cettour précise l'enjeu de son

Condoléances

Le Théâtre du Soleil, la Cie Vincent-
Jourdeuil, le Théâtre de l'Aquarium,
l'Ensemble Théâtral de Gennevilliers,
l'Action pour le Jeune Théâtre au nom
des 40 troupes qu'elle représente, indi-
gnés des propos du ministre des Affai-
res Culturelles, M. Maurice Druon dans
son interview à l'AFP du 4 mai 1973,
considérant que ces propos constituent
une nouvelle atteinte du pouvoir aux
droits à la création artistique et un
attentat à la liberté d'expression, appel-
lent à une marche publique de protes-
tation le dimanche 13 mai 1973, place
de la Bastille, et invitent tous ceux qui,
à quelque discipline qu'ils appartiennent,
refusent l'arbitraire, à faire leur le pré-
sent appel en le signant au plus tôt.

Le cortège se formera à 10 heures der-
rière le char funèbre portant la dépouille
mortelle de la Liberté d'Expression.
Si possible, tenue de deuil.

Théâtre du Soleil, Cartoucherie de Vin-
cennes. Tél. : 328-95-04.

36^e congrès en posant avec franchise
les questions qui surgissent de quel-
ques ambiguïtés. Au-delà de quel-
ques débats qui peuvent paraître in-
ternes à l'organisation, comme celui
de la réforme des cotisations, on sui-
vra donc avec attention comment les
partisans du socialisme autogestion-
naire pourront à cette occasion con-
crétiser leur volonté.

■ Ce congrès de la C.F.D.T. est
d'autant plus important qu'un peu
partout en France, des conflits so-
ciaux se développent plus rapidement
que les prévisions syndicales. Sans
parler, bien sûr, de la récente grève
Renault, il faut noter de nombreux
points chauds où les travailleurs ont
profité des avantages obtenus ici ou
là pour réclamer autant. Michel Ca-
mouis montre qu'à cet égard, les pe-
tites entreprises ne sont pas en reste
sur les grosses (p. 6). Mais les syn-
dicats ouvriers, souvent pris de vites-
se en l'occurrence, devraient se mé-
fier de la satisfaction de l'Elysée
concernant le déroulement du conflit
Renault. Car, rue Saint-Honoré, on
n'est pas mécontent de voir ainsi
contestée la représentativité syndica-
le et de pouvoir mieux faire appel à
la majorité silencieuse contre quel-
ques agitateurs « incontrôlés ».

■ Depuis toujours, les combattants
de l'indépendance algérienne sont as-
surés de notre amitié. Une véritable
amitié n'est pas exempte d'une criti-
que constructive, mais elle est tou-
jours là pour s'opposer à toute cam-
pagne de dénigrement. Or, l'expé-
rience algérienne est parmi les plus ca-
lomniées alors que les conditions de
départ étaient parmi les plus diffic-
les. Jean-François Merle est allé en-
quêter sur place ; il décrit le visage
de l'Algérie d'aujourd'hui. Chacun
pourra avoir son jugement sur les
éléments d'information ainsi apportés
mais ne pourra douter que de ce
pays émane un certain courage (pa-
ges 14 à 16).

Comment parler de la jeune indé-
pendance algérienne et de son cou-
rage sans évoquer la mémoire de Ro-
bert Buron ? Personne mieux que les
militants d'Algérie ne peut dire avec
quelle force il mena à sa façon son
combat pour la liberté des peuples.
Au P.S.U., nous avons eu l'occasion
de fraterniser avec Buron, président
d'Objectif Socialiste ; mais il n'est
pas si fréquent que le militantisme
soit associé à une telle chaleur hu-
maine.

■ Donner au socialisme un visage
souriant, sympathique, c'est égale-
ment le désir de nos camarades qui
organisent une fête pour la seconde
année consécutive. Toutefois, la fête
73 ne sera pas la même que celle de
72. Vous en saurez plus page 16.

Jacques GALLUS ■

SOUSCRIPTION 1973

C.C.P. PARIS 14.020.44

9, RUE BORROMEE, PARIS 15^e

Reçu à ce jour 176.142,30 F

Encore un effort pour 226.947,70 F

(au 25-04-73)

Pour prendre contact

Je désire prendre contact avec la section P.S.U. la plus proche
de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Profession :

Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU P.S.U., 9, RUE BORROMEE,
75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

PERSPECTIVES

Il y a 5 ans, le mouvement étudiant, et bientôt lycéen, entraînait dans son sillage la puissante mobilisation de milliers de travailleurs, qui affirmaient bien au-delà de leurs revendications immédiates, leur volonté de bâtir une autre vie, une autre société. Quatre raisons expliquent l'échec du mouvement de Mai 68, qui restera dans l'Histoire comme l'expression d'une révolte, collective et significative, mais non comme celle d'une révolution.

La première est le comportement du parti communiste et des forces qu'il influence : en canalisant le mouvement vers la revendication salariale et la négociation, puis vers les élections, le P.C.F. a refusé de poser le problème du pouvoir et entravé le développement politique des luttes.

La deuxième est l'impuissance et l'incroyable insuffisance de la F.G.D.S., des partis qu'elle rassemblait, des hommes qui s'en recommandaient.

L'influence que le général de Gaulle conservait sur des couches importantes de la population, y compris certains travailleurs, est une troisième raison.

étapes nécessaires

Il en est une quatrième qui nous concerne directement, et avec nous tous ceux qui se trouvaient le plus engagés dans le mouvement : entre les incertitudes des uns et le maximalisme des autres, entre la difficulté d'imaginer les étapes nécessaires et le refus même d'envisager la nécessité des étapes, le mouvement de Mai était trop disparate, trop hétérogène pour venir à bout, par sa dynamique propre, des obstacles que l'on vient d'évoquer.

Un an après, la bourgeoisie engageait le processus de liquidation du gaullisme, coupable de n'avoir pas su lui éviter « la grande peur » de Mai 68. Avec le duel Pompidou-Pohler — et qu'elle qu'ait été l'issue — elle tenait ferme les rênes du pouvoir. Il lui restait à contrôler la situation sociale : par la répression d'une part, par la promesse d'une nouvelle société d'autre part. Elle n'y est pas parvenue.

Depuis 3 ans, il n'est guère de région, guère de couche sociale, guère d'institution même, qui n'ait été perturbée, divisée,

ébranlée par un conflit, une révolte, un mouvement rapide ou prolongé. Cette situation a donné aux élections de mars 73 un caractère de classe relativement original, qui a mobilisé les énergies de la gauche et de l'extrême-gauche — et en réponse celles de la droite, faisant feu de tout bois et assurant finalement sa victoire au prix d'incroyables marchandages internes.

La bataille électorale terminée, les luttes sociales ont repris sur tous les terrains, et particulièrement chez ceux pour qui la période n'avait pas constitué un enjeu direct : les lycéens, les travailleurs immigrés. C'est toute l'organisation du travail et de la société qui était remise en cause, avec détermination, dans des solidarités nouvelles.

Tirant les leçons du mouvement de Mai 68, dont il partage les aspirations fondamentales, le P.S.U. s'est efforcé de créer les conditions d'un débouché politique de ces luttes. Il l'a fait :

— par son choix révolutionnaire en faveur de l'autogestion socialiste, qui affirme l'actualité d'un socialisme se nourrissant des aspirations à la liberté, à l'égalité, à la justice telles qu'elles se manifestent aujourd'hui sur les différents terrains de la lutte des classes. « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » proclame le manifeste du P.S.U. ;

— par sa volonté de donner toute sa force au courant socialiste autogestionnaire, qui s'affirme peu à peu dans le pays, avec les liaisons internationales indispensables. Telle est la signification de l'existence du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste, où nous travaillons avec les C.I.C., l'A.M.R. et Objectif Socialiste.

— par ses efforts pour réaliser l'unité populaire sur le terrain des luttes, comme en face des différents enjeux de la vie politique. En appelant à voter au deuxième tour pour les candidats d'un programme commun qu'il n'avait pas lui-même signé, le P.S.U. montrait la nécessité de réaliser un front de classe face au pouvoir, tout en donnant ses chances à l'autogestion, et par là au socialisme lui-même.

une triple perspective

C'est dans cette triple perspective que s'inscrivent les efforts du P.S.U., et c'est

elle qu'il faut avoir à l'esprit pour bien comprendre les initiatives qu'il est amené à prendre dans la période actuelle :

— qu'il s'agisse, le 1^{er} Mai, à Paris notamment, d'affirmer la réalité d'une force autogestionnaire à l'intérieur du cortège syndical et politique qui allait de l'Hôtel-de-Ville à la Nation, et en assurant, autant que faire se peut, la jonction entre toutes les forces de la jeunesse et du mouvement ouvrier ;

— qu'il s'agisse de soutenir activement toutes les luttes mettant en cause le système capitaliste : c'est ainsi qu'à la suite des luttes actuelles dans le secteur automobile, le P.S.U. s'emploie à réunir prochainement les militants de ce secteur, à l'échelle de la France d'abord, de l'Europe ensuite ;

— qu'il s'agisse de débattre, les 19 et 20 mai, avec l'A.M.R., les C.I.C. et Objectif Socialiste, de la forme de l'organisation politique nécessaire aux luttes pour l'autogestion socialiste ;

— qu'il s'agisse de participer aux réunions suscitées par la C.F.D.T. en vue de mettre en place une série de colloques sur des thèmes fondamentaux de la lutte autogestionnaire ;

— qu'il s'agisse, encore, de répondre favorablement à l'invitation des partis de gauche (P.C.-P.S.-Radicaux de gauche) pour célébrer en commun, le 27 mai, l'anniversaire de la Commune de Paris : le P.S.U. considère comme un élément positif, dans la construction de l'unité populaire et du front de classe qu'il faut opposer au pouvoir, non seulement l'absence de toute référence au programme commun, dans l'appel des 4 organisations, mais aussi l'affirmation d'une volonté socialiste plus marquée que dans des temps précédents.

deux objectifs

Le P.S.U. ne négligera aucun effort pour réaliser ses deux objectifs :

— abattre le pouvoir, et réaliser à cette fin l'unité populaire, l'unité des travailleurs et de la jeunesse en lutte, y compris à travers leurs diverses organisations ;

— préparer la victoire du socialisme à travers l'autogestion qu'annoncent dès aujourd'hui les luttes pour le contrôle ouvrier et le contrôle populaire.

Robert CHAPUIS

● CET

Dans « TS » du 11 avril, un collègue écrit, à propos des élèves de CET : « Leurs programmes sont inadaptés, parfois jusqu'à l'absurde en enseignement général. Un exemple : les « industriels » subissent, une fois par semaine, des cours de géographie sur les grands produits dans le monde. »

Et alors ? C'est absurde ? D'abord, ce n'est qu'une partie du programme, l'autre étant consacrée à l'économie de la France, et les deux pouvant être traitées en symbiose. Ensuite, je ne vois pas pourquoi ces élèves n'auraient pas le droit, par exemple, de connaître les problèmes de l'énergie dans le monde et leur évolution. Ne leur parlons pas des problèmes du pétrole. Et s'ils voient un jour à la télévision des types habillés en GI, l'arme à la bretelle — ou s'ils se retrouvent eux-mêmes — occupés à faire du camping quelque part du côté du golfe Persique, ils pourront toujours se dire que, décidément, le Club Méditerranée ne sait qu'inventer pour distraire ses gentils membres...

Il y a beaucoup de choses que le patronat, relayé par certains

profs d'atelier, trouve « absurdes » dans l'enseignement général des CET. Il est regrettable que vous leur apportiez votre renfort.

Par ailleurs, si les élèves « subissent » les cours, la faute n'en est peut-être pas entièrement aux programmes. Il n'y a pas que ceux-ci qui ne soient pas très bien adaptés aux réalités des CET...

B. G.,

prof de CET, membre de la CFDT.

● avortement une panacée ?

Pour moi l'avortement est un pis-aller, et restera toujours un malheureux pis-aller quelle que soit la société qui fasse l'opération. Vous en parlez comme d'un levier qui va libérer la femme. Attention ! Cette malheureuse opération n'a jamais rien arrangé (...) Ah oui ! elle est vraiment libérée, cette femme couchée qui se fait seringue !

G. B. (Lyon).

Le plus important problème de principe soulevé en ce qui concerne l'avortement paraît être celui de l'attitude à avoir vis-à-vis du « phénomène de la vie » (...)

L'essentiel n'est-il pas de maintenir posé le problème de l'origine et du respect de la vie ?

Est-on sûr qu'une certaine manière de défendre le droit à l'avortement n'est pas une forme supérieure du fameux paternalisme dont nous, les gens d'extrême-gauche, avons pourtant tant à cœur de nous libérer — et de libérer les autres ? Il y a paternalisme à partir du moment où, sous un visage d'humanité, on pense, on légifère pour les autres sans en fin de compte résoudre réellement leurs problèmes, ni contribuer à leur solution.

A regarder les choses sous un autre angle, parler comme beaucoup en parlent au PSU, du droit à l'avortement (gratuité des soins, obligation déontologique de les pratiquer), n'est-ce pas, d'une manière paradoxale, passer sans s'en rendre compte à côté de la voie socialiste vers une solution ?

Au socialisme a toujours été rattachée l'image de la défense de la vie. Restons-nous fidèles à cette ligne quand nous défendons le

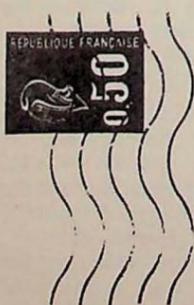
droit de donner la mort sous prétexte que la forme sous laquelle se présente la vie est embryonnaire ?

P. L. (Pontoise).

La seule vraie question est de savoir si nous sommes tous d'accord pour penser qu'une femme a le droit de choisir de mettre ou non un enfant au monde. Le reste n'est que littérature. Refuser ce droit revient à admettre en fait le lien indissoluble entre sexualité et procréation, à nier le droit pour la femme à une sexualité « gratuite ».

C'est en ce sens que nous pensons que la libéralisation de l'avortement constitue une avancée dans la libération de la femme.

Nous ne faisons pas pour autant de l'avortement une panacée, et il va de soi que la lutte pour la libération sexuelle passe par la généralisation de l'usage des moyens contraceptifs. Il va de soi aussi que le droit à la contraception et à l'avortement n'implique pas nécessairement l'usage de ce droit, de même que le droit à la retraite à 60 ans n'est pas l'obligation de cesser le travail à 60 ans. Tout cela paraît tellement élémentaire qu'on n'ose à peine l'écrire...



Cinq ans déjà...



Sous les portraits des grands ancêtres...

Cinq ans déjà ! Mais que reste-t-il du mouvement révolutionnaire de mai 68, au delà de l'histoire et de l'analyse « officielles » arrêtées par les organisations d'extrême-gauche ? Bien peu de choses en réalité si l'on confronte les certitudes anciennes avec les nouveaux thèmes de lutte apparus ces derniers temps. Thèmes qui touchent encore bien peu le mouvement ouvrier. A qui la faute ?

NOUS n'éprouvons pas une passion débordante pour les commémorations. Cela vaut pour Mai 1968 comme pour les autres dates. Mais si les anniversaires n'ont pas grand intérêt en eux-mêmes, la façon dont on se souvient d'événements est, elle, plus intéressante à examiner.

Voilà deux ou trois ans il existait une sorte d'histoire officielle de Mai 68. Etablie par les organisations d'extrême gauche, elle indiquait la voie à suivre pour l'avenir en même temps qu'elle rendait compte du passé, dans un cadre rigide mais cohérent.

Cette histoire avait trois volets. Un : il y a eu un mouvement révolutionnaire qui, parti de la jeunesse étudiante, a permis à la classe ouvrière d'entrer en lutte malgré le rôle de frein des organisations réformistes. Le pouvoir était à prendre et pouvait être pris.

Deux : ce mouvement pourtant n'avait pas d'organisation politique capable précisément de prendre ce pouvoir. Le régime a pu se ressaisir et, de leur côté, la cohorte des organisations réformistes, staliniennes et révisionnistes — selon le vocabulaire employé — a pu rétablir provisoirement son autorité sur l'essentiel de la classe ouvrière.

Trois : la crise du régime d'une part, des organisations réformistes d'autre part, n'est donc qu'une question de temps. Ce temps, c'est celui nécessaire à l'édification du parti révolutionnaire (avec un grand P et un grand R) qui assurera, le moment venu, les conditions de la prise du pouvoir lors d'une nouvelle crise révolutionnaire qui ne manquera pas de survenir rapidement. 1905 est mort. Vive 1917 !

A l'époque bien peu tentaient de dire que le problème n'était peut-être pas aussi simple, et que surtout, l'originalité essentielle de Mai 68 était ailleurs. Mais, pour ceux qui pensaient ainsi, le silence était la meilleure forme d'expression. Face au trop plein du langage politique, sûr de ses analyses et de ses conclusions, il n'y avait rien à dire. Mieux valait se taire et tenter d'inventer autre chose.

un réjouissant paradoxe

Alors, tandis que les militants révolutionnaires opposaient leurs certitudes respectives sur la meilleure façon de construire le parti de leurs ancé-

tres, çà et là, s'esquissaient des tentatives balbutiantes avec souvent, pour point d'aboutissement, l'échec, la récupération ou la marginalisation. Tentatives de vie communautaire contestant aussi bien l'organisation traditionnelle de la famille que celle de l'habitat. Remise en cause de plus en plus forte du statut de l'homme et de la femme, transformant en problèmes publics ce qui, jusque-là, demeurait clandestin : la division sociale du travail à l'intérieur du couple, le rapport avec les enfants, l'avortement, l'homosexualité...

Volonté d'inventer un autre type de formation et d'éducation, non plus dans l'école mais en dehors d'elle : « écoles parallèles », expériences de formation directe par la collectivité dans un quartier, désertion de plus en plus importante des structures traditionnelles d'apprentissage.

Des thèmes de lutte nouveaux commencèrent à apparaître, d'abord dans l'indifférence générale, puis sous le regard moqueur de toute la classe politique avant de devenir à la mode : la pollution, la consommation. Des révoltes éclatèrent dans des secteurs ignorés jusque-là par toute la gauche et l'extrême gauche : les prisons, les hôpitaux psychiatriques. Parallèlement, sur le plan théorique, une recherche intense se faisait jour qui commençait justement à rassembler en un langage encore incertain la somme de ces expériences : la déscolarisation, l'anti-psychiatrie, la critique du mythe sacrosaint de l'expansion...

Et nous voici aujourd'hui confrontés à ce paradoxe réjouissant : ce qui nous reste de Mai 68, ce qui annonce l'avenir, c'est précisément ce sur quoi aucun militant politique « sérieux »

n'aurait voulu parler. Quant aux certitudes d'antan, celles du parti révolutionnaire, de la crise du P.C., de la disparition du P.S., il vaut mieux n'en plus trop parler sauf à les annoncer dans quelques dizaines d'années pour éviter la confrontation trop gênante avec la réalité.

Ironie de l'histoire qui trompe ainsi d'abord ceux qui prétendent la connaître scientifiquement et qui donne raison aux incertains, muets d'ignorance ou d'ennui devant le discours des « politiques ».

Mais si le paradoxe a un côté savoureux, mieux vaut ne pas continuer à trop le cultiver si nous croyons encore à la nécessité de l'action politique. Il est plus important pour le mouvement révolutionnaire de s'attacher à comprendre et à agir sur les mutations qui touchent en profondeur la société française depuis 68, que de passer son temps à distribuer des bons et des mauvais points à toute la gauche et l'extrême gauche. Il devient tellement clair aujourd'hui que c'est tout le mouvement ouvrier qui doit pouvoir intégrer Mai 68 dans son histoire sous peine de rater sa chance, qu'il est à peine croyable que les uns et les autres s'ingénient encore à mieux le diviser.

Il y a assez à faire pour redonner à toute la gauche une capacité d'imagination et de création dont elle reste largement dépourvue. Cela devrait suffire à occuper notre temps, cinq ans après Mai 68.

Gérard FERAN ■

1^{er} mai : prendre l'initiative

Au PSU, c'est bien connu, on est pour l'unité : unité des travailleurs, unité ouvriers-lycéens, unité des révolutionnaires. Et on a bien raison ; sans cela la vie serait d'une monotonie à vous ôter l'envie de la changer !

Lucien Saintonge revient ici sur les difficiles tractations qui ont marqué l'organisation de ce 1^{er} mai 73. Une journée qui aura permis notamment l'expression, puissante et remarquée, du courant pour le socialisme et l'autogestion.

LES joies de la pratique unitaire, on les a bien connues lors de la préparation de ce 1^{er} Mai. Que, le 1^{er} Mai reflète la diversité de l'action anticapitaliste entreprise en ce début de printemps, c'était un objectif évident pour nous : qui, plus que les militants du PSU, aurait pu souhaiter que, des OS aux lycéens, des Français aux immigrés, des travailleurs communistes aux militants maoïstes, la plus large convergence puisse se manifester ?

Séguy avait entrouvert une porte : en annonçant un 1^{er} Mai unitaire, en ne lançant aucune exclusive, et même si l'unité devait être avant tout une unité « intersyndicale », il y avait là un fait qui ne pouvait laisser indifférent. Pas plus que ne pouvait laisser indifférent une plus grande attention de la CGT à un certain nombre d'aspects de la lutte — conditions de travail, OS, immigrés, ensemble de la jeunesse — qui, malgré tous les aspects opportunistes qui pouvaient

l'expliquer, marquait un succès obtenu à la longue par tous les militants non alignés sur les positions réformistes.

s'engouffrer

Une porte entrouverte, quand on est sûr de soi, il ne faut pas la boucher, mais s'y engouffrer massivement.

Telle était la ligne défendue par le PSU et proposée à l'ensemble de l'extrême-gauche. Bien sûr, nous entendions bien que se manifeste sur ses positions le courant révolutionnaire pour l'autogestion socialiste. Mais, au delà, il était nécessaire qu'apparaissent toutes les forces anticapitalistes et donc, aux côtés des organisations ouvrières traditionnelles, le mouvement de masse des jeunes scolarisés aussi bien que les organisations révolutionnaires. Point de vue d'ailleurs partagé par nos camarades de l'AMR et des CIC.

Au nom d'une stratégie de rupture avec le réformisme, d'autant plus ra-

dicale qu'installée dans le confort sectaire, un certain nombre de groupes dits marxistes-léninistes, récuseront cette orientation ; ils devaient illustrer le bien-fondé de leur ligne par une démonstration ultra-minoritaire le matin du 1^{er} mai. En revanche, d'autres organisations — Lutte ouvrière et surtout la Ligue communiste — ont paru longtemps s'engager dans une voie analogue à la nôtre. Entre les deux, « Révolution ! » se livrait à un va-et-vient d'une agilité saisissante.

Le jeudi 26 avril, prenant prétexte du choix des collectifs lycéens de convoquer à un rendez-vous secondaire au lycée Turgot, les trois organisations précitées décidaient d'appeler à un premier cortège à partir de la place de la République, destiné à se joindre à la manifestation syndicale à l'Hôtel de Ville. Nous avons immédiatement considéré — les faits devaient nous donner raison — que cette décision constituait une triple erreur :

1. Elle rendait incompréhensible aux yeux de la grande masse des travail-

leurs l'attitude des révolutionnaires. Autant, les années précédentes, l'attitude du PCF, aussi bien que celle de la CGT, expliquait l'existence de cortèges autonomes de ceux qui étaient rejetés de l'unité, autant cette fois-ci l'argumentation risquait de se retourner contre les révolutionnaires prenant l'initiative d'une coupure. A cet égard, le choix d'un « pré-défilé » était pire encore qu'une manifestation complètement autonome le matin !

2. Elle risquait d'organiser la coupure entre le mouvement de jeunes scolarisés et celui de l'ensemble des travailleurs. En fait de « refus de la récupération », on allait être servis : récupération du mouvement des ouvriers par les réformistes, récupération du mouvement des lycéens par les révolutionnaires. Bravo !

3. Elle précipitait le recul du mouvement de masse de la jeunesse scolarisée en l'écartelant entre les deux pôles politiques. La vérification ne s'est pas fait attendre : coupure des militants proches de l'UNCAL et des deux UNEF, minorisation par rapport aux manifestations précédentes, de la mobilisation...

Des conséquences de ce virage à 360°, certaines organisations — la Ligue communiste notamment — devaient s'apercevoir rapidement que le prix à payer était lourd : difficultés par rapport aux militants qui, le jeudi matin encore, intervenaient en faveur d'une attitude unitaire ; mise en minorité dans la coordination étudiante ; situation pas très confortable sur le terrain le jour même du 1^{er} mai avec tentative — décidément de moins en moins payante — de prendre le PSU pour tête de Turc, pour se dédouaner des erreurs commises... des choses qui ne nous émeuvent plus guère !

Tout cela est, hélas ! parfaitement



dérisoire et montre seulement que, derrière les grandiloquentes déclarations sur le mouvement des masses, seule compte la préservation de l'organisation, l'affirmation de ses prérogatives, la défense de ses susceptibilités. Ce qui a notamment pour conséquence de ne pas assumer correctement la continuité d'un mouvement en période de reflux : on casse et on essaie de récupérer bureaucratiquement. Ça ne vous rappelle rien ?

Tout cela est surtout en dehors des préoccupations que nous avons affir-

mées, avec un cortège remarqué — « Pour la révolution socialiste et l'autogestion », avec la participation des camarades des CIC et d'Objectif Socialiste. Il ne s'agissait pas de proclamer orgueilleusement la prééminence de notre organisation et de crier « PSU, PSU, PSU ! ». Il s'agissait de démontrer comment un courant politique naissant répondait réellement aux aspirations manifestées dans les luttes des dernières semaines, dans ses mots d'ordre comme dans sa pratique unitaire.

Un courant politique qui ne s'aligne pas devant les sautes d'humeur des chefs d'organisation, quels qu'ils soient, pas plus qu'il ne renoncera aux exigences de la solidarité face à toute forme de répression et d'isolement, un courant qui s'attache à l'unité du combat révolutionnaire contre le capitalisme, mais qui, pour cela, prend l'initiative.

Prendre l'initiative ! Certains ne nous le pardonneront pas. Mais ils s'y feront.

Lucien SAINTONGE. ■

front des luttes

il y a les grands... il y a les petits

Les milliers de travailleurs (avec en première ligne, les ouvriers spécialisés) qui ont déclenché puis élargi la bataille dans les grandes entreprises RENAULT, SAVIEM, PEUGEOT, WENDEL-SIDELOR, ne sont pas les seuls à se dresser, depuis le mois dernier, contre le patronat privé de l'Etat gérant capitaliste de RENAULT.

Des dizaines de luttes se sont menées et se mènent encore dont on ne parle pas. Les effectifs qui y prennent part peuvent paraître dérisoires à côté des colosses. Cela varie de quelques dizaines à plusieurs centaines d'ouvriers en majorité, et parfois des employés.

MAIS le fait de voir entrer dans la bagarre des boîtes de plus en plus petites est révélateur de ce qui s'est passé depuis le mouvement populaire de mai-juin 1968. L'exemple de ce grand moment de l'histoire ouvrière et populaire a fait basculer la volonté de centaines de milliers de travailleurs vers la prise en main immédiate et directe de leurs affaires, c'est-à-dire de leur lutte contre l'exploitation capitaliste, contre l'aliénation de l'homme par l'homme.

L'exemple des « grands » camarades de Renault continue certes de jouer un rôle dans la flambée sociale. Mais, désormais, cet exemple jouera à deux niveaux : au plus petit, celui de l'atelier, comme le « 12 » à Billancourt qui n'a pas flanché et au plus grand lorsque sont arrachés des niveaux plus élevés de salaire minimum garanti, des semaines de congés.

La bataille autour des classifications, telle qu'elle semble être actuellement menée ne remettra pas en cause l'organisation capitaliste du travail

car elle n'attaque pas le principe de la hiérarchisation dans son aspect le plus diviseur. Cependant, l'élan sera donné et, dans la foulée, une multitude de travailleurs va s'engager sur la piste de la remise en cause de cette division hiérarchique du travail qui permet le maintien du système du profit pour quelques-uns et des miettes pour la grande masse.

un « vent d'Ouest »

Ces travailleurs disent et diront de plus en plus fort : « Ce que d'autres ont fait, nous le ferons ! ». C'est là la plus grande défaite du patronat. C'est aussi ce qui doit motiver une réflexion profonde chez tous les ouvriers engagés dans le syndicalisme et qui ont — consciemment ou non — substitué pendant longtemps leur conscien-

ce de syndicaliste (surtout lorsqu'ils sont permanents, sans retour envisagé à la base ou au travail parmi les ouvriers), à celle des travailleurs en lutte.

Ceci, ce n'est pas une vision utopique des révolutionnaires. C'est la réalité des faits que la bourgeoisie et malheureusement aussi, il faut le dire sans cesse, une partie du syndicalisme ouvrier veut masquer, soit totalement, soit partiellement.

Combien de ces « conflits », de ces grèves, partielles, totales, « bouchons » perlées, tournantes, etc., auront été

ignorées par la plus grande partie des travailleurs ? Combien de ces derniers n'auront jamais su qu'ici et là, « perdu » comme on dit « en province », se sont menées des batailles contre le patronat, d'une grande vigueur ?

Dans certains cas, et cela ne se sait guère, le patronat, dès la première quinzaine d'avril a cédé. Les concessions faites comme par exemple chez Dunlop à Montluçon, chez Reckitt à Chartres ou à la Sopitex à Fougères, Borden à Fécamp, etc.) dépassent l'ampleur de ce qui a été concédé en mai 1968 au plan général.

Le patronat a cédé ici et là parce qu'il a pris peur, qu'il a vu venir un grand « vent d'Ouest ». Il a senti que la volonté de plus en plus tendue, vers des objectifs majeurs, des travailleurs en lutte ne lui permettait pas de tergiverser. Comme par ailleurs les affaires marchent bien pour lui (expansion, rentabilité, taux de profit en hausse, carnets de commandes bien remplis), il a joué une petite perte im-

PSU - DOCUMENTATION

Numéros disponibles :

N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	2,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	3,00
N°s 35-36-37 : le PSU analyse l'accord entre le PCF et le PS pour un programme commun de gouvernement	3,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50
N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3,00

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

médiate contre un bénéfice plus important, à une échéance plus éloignée. Aussi, tout compte fait, il sera encore gagnant. Néanmoins, dans de nombreux cas, il a été forcé à faire un « pari » sur l'expansion, ce à quoi il n'était pas habitué et qui l'a « contrarié ».

On voudrait pouvoir citer avec précision, toutes les actions de cette période d'avril qui ont été couronnées d'un beau succès. C'est aussi le travail des militants du mouvement révolutionnaire de faire « remonter » l'information sur les luttes victorieuses dans leur grande variété. Informer sur les luttes en cours, en « choisir » quelques-unes parce qu'elles ont valeur de « test » est certes l'essentiel compte tenu des forces militantes et de leur dispersion. Mais il nous faut aussi faire plus : faire le point en permanence, sur l'ensemble des victoires et aussi, bien sûr, des défaites, en suivant au plus près l'exactitude.

résistance "musclée" du patronat

Pour notre part, aujourd'hui, avec toute l'absence de précision dont les causes sont évoquées ci-dessus, avec des risques d'erreurs aussi, nous avons essayé de rassembler un certain nombre de luttes. Ce regroupement est fait à partir de ce qui est le plus marquant peut-être. Encore que tout soit lié.

On peut dire par exemple que des hausses non hiérarchisées, des salaires garantis, détachés des cadences et du rendement, des 40 heures sans perte de salaires ; des treizièmes mois ont été obtenus, quelquefois en quelques jours de grève. Comme cela est dit ici, au début, on remarque ces victoires dans la période avant Pâques.

celle qui correspond à la lutte des O.S. des presses Renault.

Après Pâques, avec la confusion qui a caractérisé la situation chez Renault (les mots d'ordre les plus clairs comme ceux de Flins : « La classe 9 maxi pour tous », « A travail égal, salaire égal », ont été abandonnés au profit de « Ouverture de négociations », « Paiement du lock-out » très en retrait sur le niveau atteint par la lutte et en l'absence de leur généralisation), le patronat, dans son ensemble, s'est « ressaisi ». Il s'est dit que, finalement la tempête serait évitée. D'où sa résistance « musclée » ou plus « feutrée » : le résultat est le même, après une large mobilisation populaire, face à l'isolement, les travailleurs en lutte sont contraints de se durcir, avec la volonté de ne pas céder.

D'où ces grèves avec occupation puis souvent expulsion par les flics, chez Meyer à Arbouans (Doubs), chez Gelbon (Montpellier) ; Permal (Nancy) ; Jacquemart (Saint-Etienne) ; Perissel (L'Horme, Loire) ; Labo-Industrie (Chazelles - Lyon, Loire) ; Substantia (Paris).

D'où leur longueur, dans les cas ci-dessus, mais aussi chez Broussaud à Limoges, chez Gestetner à Paris.

D'où les thèmes maintenus, voire renforcés sur les conditions de travail : cadences chez Danone à Strasbourg ; Océanic à Chartres et plus généralement chez Grundig (Creutzvald, Moselle) ; Eternit à Martigue ; SKF à Saint-Cyr-sur-Loire...

d'autres faits à connaître

L'heure d'information est réclamée de plus en plus souvent. La « grille » unique, aussi, avec en toile de fond, la volonté qu'elle ne soit plus une arme

de division, c'est-à-dire qu'elle prenne les dimensions d'un statut unique, généralisable d'une entreprise à l'autre et susceptible de « résister » aux nouvelles divisions et nouvelles aggravations des écarts que pourraient apporter les augmentations de salaires en pourcentage. C'est ce qui se discutait encore cette semaine entre les

différentes catégories de travailleurs de Pechiney-Aluminium à Brignoles, dans le Var.

Mais, une fois de plus, ce ne sont là que quelques faits parmi beaucoup d'autres. Ces « autres » qu'il nous faut, coûte que coûte, faire connaître.

Michel CAMOUIS ■

LA LIBRAIRIE

tribune
PSU **socialiste**

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 11 :

A QUI APPARTIENT PARIS ? (C. Bourdet)	29,00
1907, LA REVOLTE DES VIGNERONS (F. Napo)	22,00
LES NATIONALISATIONS QUAND LA DROITE SE SERT DE LA GAUCHE (J. Gallus et Ph. Brachet)	9,00
ICI PRAGUE L'OPPOSITION INTERIEURE PARLE Présentation de Jiri Pelikan	39,00
HACHETTE, LA PIEUVRE VERTE Témoignage d'un militant C.F.D.T.	12,00
Prix réel	111,00

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris

Règlement à joindre à la commande

● expulsions tous azimuts

CE 18 mai sera une journée d'explication et d'action sur la situation des travailleurs immigrés en France. La décision a été arrêtée par la coordination des comités de soutien et des grévistes de la faim réunis, à Lyon, les 22 et 23 avril derniers. Qu'il s'agisse de la carte de travail ou du droit au logement, la politique du patronat aggrave de plus en plus les divisions qu'elle a introduites entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Elle aggrave aussi le poids de son impérialisme sur les peuples sous-développés dont elle achète la main-d'œuvre, avec la complicité active des bourgeoisies au pouvoir.

Les grèves de la faim — forme ultime dans la lutte du

« désespoir » — ont permis d'arracher un répit en ce qui concerne l'application brutale des circulaires Fontanet et Marcellin. Mais les luttes « travailleurs immigrés-travailleurs français » se poursuivent.

Des grèves de la faim se prolongent à Saint-Etienne (un mois, et plus d'une dizaine d'immigrés hospitalisés), à Grenoble. A Paris, dans le 14^e arrondissement aussi. Un meeting va avoir lieu le 11 mai. Mais dans ce même 14^e arrondissement, 271 travailleurs africains vont être expulsés de la rue R. Losserand si la solidarité politique active ne permet pas de bloquer le processus qui va conduire à l'expulsion de France pour un certain nombre. Un cartel de soutien de 24 organisa-

tions s'y emploie avec toutes les difficultés et la paralysie que représente un comité cartellisé. Là aussi, un meeting va avoir lieu le 17 mai.

Dans le 11^e arrondissement, l'entreprise Duchêne, qui a dû reculer et réembaucher les travailleurs immigrés licenciés, continue de faire planer la menace si la lutte ne transforme pas, d'une façon ou d'une autre, le provisoire en définitif. Rue de Saint-Maur (11^e également), on parle d'une nouvelle grève de la faim !

A Bagnolet, les militants et les travailleurs se mobilisent pour défendre les 52 locataires africains (Maliens pour la plupart) du 34, rue de l'Egalité. Les quatre cinquièmes ont refusé, depuis janvier, de payer l'augmentation réclamée par l'association propriétaire (Etat et patronat). Quatorze d'entre eux ont reçu un avis d'expulsion fin mars du tribunal de Bobigny. Appel a été fait dont le résultat doit être connu ce mercredi. Un comité de soutien vient seulement de se mettre en place. Mais il n'est peut-être pas trop tard !

M.C. ■

● les derniers « tops » de Lip

Les montres Lip donnent peut-être l'heure exacte, mais la direction de cette entreprise est en avance pour ce qui est de sa politique. C'est bien la première fois en effet qu'un patron convoque la presse, la radio et la télé pour annoncer que la boîte va mal et qu'on va peut-être mettre la clé (de la pendule) sous le paillasson. Inquiétant.

Mais cette direction vous annonce qu'on peut s'en sortir, à condition que les travailleurs cessent de revendiquer, ce qui permettra de ne plus augmenter les salaires, en augmentant les ca-

dences. Tout est prévu : la cotation des postes, standardisation des temps de travail, reprise en main disciplinaire des travailleurs. Dans cette horlogerie où on aime la précision, tout cela s'appelle : la restructuration.

Heureusement les travailleurs connaissent ce genre de carillon et les initiatives de la direction se heurtent à une ferme opposition due à l'initiative des syndicats comme du groupe PSU. Il faut dire qu'on sait se battre : vous pouvez relire la plaquette « Un an de lutte chez Lip » (en vente à la librairie de « TS »).

● handicapés en lutte

« Au même titre que les vieux travailleurs, l'immigré, la femme, l'handicapé est un sous-homme pour la société, puisque celle-ci l'oblige à survivre dans des conditions matérielles et affectives honteuses. »

« Chômage, bas salaires, travaux aliénants, pensions de misère, pitié, dépendance permanente à l'égard de la famille, de l'hospice, de l'hôpital, logements insalubres : telle est la vie quotidienne d'un handicapé. »

« Après 7 ans de vaines recherches d'un recyclage, après m'être

heurtée pendant 7 ans à des portes fermées, je récuse une société qui se targue d'être pour la liberté-égalité-fraternité, quand elle maintient trois millions d'handicapés dans un état de misère quotidienne... »

Une femme, handicapée physique, qui crie sa révolte et qui passe à l'action. Seule, ou presque pour l'instant. Pour combien de temps ? Christiane Bernier a entamé une grève de la faim illimitée. On peut lui écrire, ou la voir, tous les jours au 7, impasse des Crins, Paris (20^e). Tél. : 366-13-00. ■



des "nanas" jusqu'à quand ?

Pour la première fois, et tout naturellement, toutes les militantes et militants du PSU engagés dans la campagne électorale, se sont battus sur le thème de la libération des femmes. Cela n'était pas un hasard : quelle peut être la crédibilité de l'autogestion si elle ne prend en compte tous ceux qui visent à la destruction des rapports sociaux capitalistes, et si elle ne les prend pas en compte dans tous les aspects de leur vie. A ce double titre, les femmes sont les premières concernées.

Se battre pour l'autogestion signifie reconnaître la spécificité des revendications féminines et la nature nouvelle de leur combat politique ; nature profondément destructrice de nos habitudes, y compris de nos habitudes politiques. Mais la cohérence de notre projet politique ne se construit pas sur la négation des contradictions rencontrées dans l'action militante, notamment les oppositions hommes-femmes, mais à la façon dont nous les exprimons politiquement.

Aucun mouvement ou groupe ne rend aujourd'hui compte de la diversité des aliénations vécues par les femmes

et aucun groupe n'a encore porté aux manifestations omniprésentes et insidieuses du « pouvoir mâle », des coups sérieux.

comment et pourquoi ?

Il ne s'agit donc pas de vouloir à tout prix accoler deux termes, libération des femmes et auto-gestion. Là n'est ni notre propos, ni notre combat.



Il s'agit d'engager la bataille pour montrer que le courant autogestionnaire est sans avenir s'il veut réduire la diversité du mouvement social (au jour d'hui, libération des femmes comme mouvement de la jeunesse), aux formes traditionnelles de la lutte des classes.

C'est vrai que la revendication féministe n'est qu'à ses débuts, qu'elle n'a encore montré ni toute sa force ni ses richesses, et que nous ne savons pas encore quelles formes cette lutte prendra. Mais nous sommes sûrs qu'il faut qu'elle se manifeste et qu'il faut être à l'écoute de ses débuts d'expression.

Comment parler sérieusement d'autogestion dans les entreprises, de nouveaux rapports sociaux si dans nos familles ou dans nos couples continuent à se perpétuer des rapports de domination ?

Pourquoi dans les rares entreprises où est réalisée l'égalité entre salaires masculins et féminins, la hiérarchie reste-t-elle de fait une hiérarchie d'hommes ?

Pourquoi dans les organisations syndicales ou politiques où des femmes sont à des postes de responsabilité veut-on à tout prix les cantonner sur des secteurs comme l'école (« ça concerne les enfants, or les enfants ça concerne les femmes »), et pourquoi restent-elles toujours au fond des « nanas », même à responsabilité égale avec les hommes ?

C'est qu'il ne s'agit pas simplement de détruire institutionnellement ce que nous croyons être les racines de l'inégalité pour que toute domination disparaisse. Les formes que prend le pouvoir ne sont pas à lire seulement dans celles du pouvoir d'Etat.

C'est le type de débats et de questions qu'a affronté le dimanche 15 avril l'Assemblée Générale du secteur Femmes du P.S.U. Beaucoup de questions donc, mais aussi des certitudes.

Certitude que nous ne pourrions pas parler d'autogestion de notre propre vie tant qu'une moitié de la population pourra disposer librement de son corps tandis que l'autre reste soumise aux tabous et aux interdits. La libération des femmes passe par leur libération sexuelle, nous l'avons réaffirmé di-

manche en décidant de continuer à militer à « choisir » et au « Planning Familial » et de combattre pour l'ouverture des centres du M.L.A.C.

réfléchir et proposer

Certitude aussi que les luttes qu'ont menées les femmes dans leurs entreprises, et notamment dans le textile dans la dernière période, sont de la première importance. Mais la question posée au cours de notre réunion de la jonction de ces luttes avec celles sur la contraception et l'avortement par exemple, n'est pas soluble en dehors de toute idée d'une société à construire, sous peine de se voir donner des réponses mécanistes. L'idée que chaque lutte ponctuelle doit très tranquillement traverser toutes les instances, partir de l'économique, atteindre la politique et remettre en cause l'idéologie dominante qui pèse sur les femmes est une reconstruction historique qui n'a rien à voir avec la pratique des luttes.

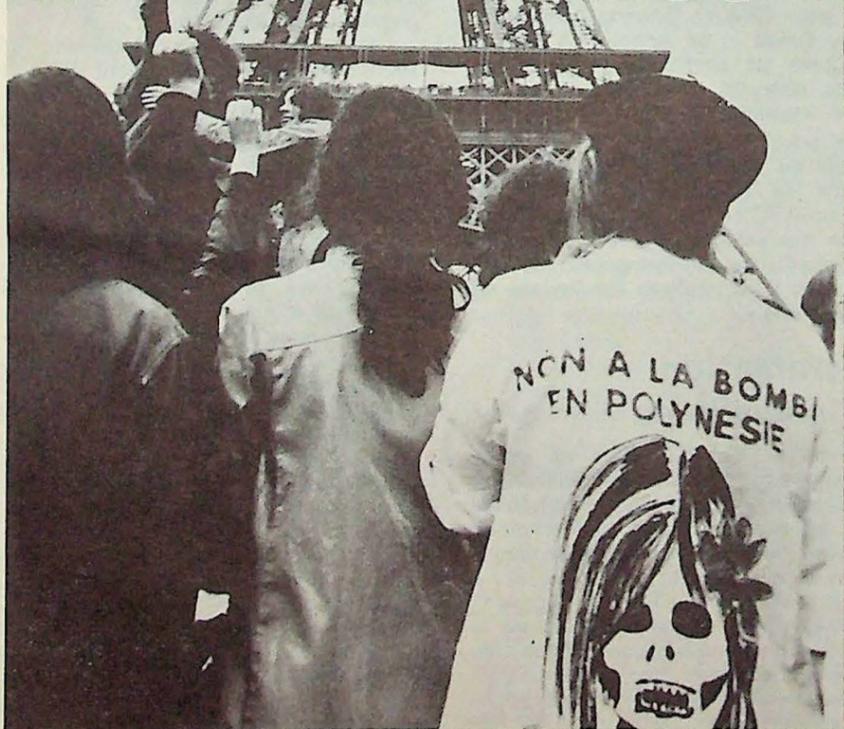
Nous avons à prendre en compte un mouvement social dans sa diversité, certaines luttes démarrant directement au niveau idéologique, à donner à ce mouvement une expression politique non pas à le re-construire.

Le parti socialiste unifié n'a pas à dire aux femmes comment elles doivent lutter, il a à réfléchir et à faire des propositions pour que les difficultés auxquelles se heurtent les femmes qui veulent passer à l'action politique soient surmontées. De ce point de vue, toutes nos réflexions sur la « sous-formation » des femmes restent d'actualité.

Le courant autogestionnaire a non seulement à nous prendre en considération, mais un de ses points forts peut être la façon dont il aidera les femmes à investir en l'élargissant l'un des champs où elles sont le plus absentes, le champ politique, tout en reconnaissant ce qui fait la spécificité de nos revendications.

Irène Charamande.

atome... pouce !



Les essais nucléaires français en Polynésie ne présentent aucun danger c'est bien connu... Ils étaient plusieurs milliers dimanche 6 mai, venus sur le Champ de Mars, malgré les giboulées, pour affirmer le contraire, à l'appel des Amis de la Terre et 70 organisations écologiques et pacifistes. Les flics étaient là aussi, les matraques prêtes à fonctionner.

Une manifestation gaie, jeune, pleine d'humour, de danses et de chansons... Toutes choses que ces Messieurs de la police n'apprécient guère. Avec une rage dont on commence malheureusement à avoir l'habitude, ils ont cogné sur tous ces braves gens pacifistes, qui disent non aux essais nucléaires, au gaspillage, à l'atome qui pue, qui pollue et qui rend con... Les coups de matraque n'arrêteront pas l'action de ceux qui refusent le gaspillage en armements nucléaires. Une marche est prévue de Londres à Paris, du 13 mai au 2 juin. Suivez le guide ! 13 mai : Londres, 13 heures (Ambassade de France). 19 mai : Ostende. 26 mai : Coutrai (en Belgique). 1er juin : Taverny. 2 juin : Paris. On y sera !

CFDT :

le 36^e congrès

Un congrès de la CFDT est toujours quelque chose d'important. Dans une organisation démocratique, les jeux ne sont pas faits d'avance. Dans le double contexte d'une montée de l'influence du Parti Socialiste et de la naissance d'un vaste mouvement pour le socialisme et l'autogestion, le 36^e Congrès de la deuxième centrale syndicale française, qui va s'ouvrir à Nantes, à la fin du mois, mérite évidemment toute notre attention.

280 pages de rapport. Sans compter les projets de résolutions, amendements, etc. Il ne s'agit pas de nous livrer à une analyse fouillée et détaillée de tous ces textes soumis à la discussion des militants cédétistes. Ni de nous ingérer dans les affaires intérieures d'une centrale syndicale, fût-elle la plus proche de notre ligne stratégique et de notre conception de l'action militante.

Il ne s'agit pas non plus de donner des consignes ou de fournir une « grille » de lecture aux militants PSU engagés également dans la CFDT : ceci serait assez contraire à notre conception des rapports parti-syndicat.

Nous nous contenterons, en toute fraternité militante, de quelques observations à partir de textes par ailleurs largement diffusés.

information...

Le rapport « La CFDT et l'information », présenté par Frédo Krumnov montre l'importance du système d'information pour la communication entre les travailleurs, la diffusion des expériences et des luttes, la prise de conscience de l'exploitation et le développement de la conscience de classe. Il dit aussi clairement que « partout l'information est au service du pouvoir politique ou des couches sociales qui détiennent les pouvoirs économiques. Cet accaparement ne fait que s'accroître avec l'évolution technique qui exige une grande concentration de moyens financiers ». D'accord avec ces critiques : il est difficile de vivre pour la presse non inféodée au capitalisme (nous en savons quelque chose à TS).

Le rapport insiste également sur la priorité à donner à l'information à la base. Nous sommes là aussi d'accord avec ce principe, même si les propositions pratiques nous paraissent un peu faibles.

Il ne suffira pas dans une société socialiste autogérée, de socialiser en priorité les moyens de production d'information. Encore faut-il savoir comment « le peuple aura la parole » ? D'accord avec le rapport pour dire que les grands services d'information ne peuvent être gérés par les seuls producteurs et qu'un processus d'autogestion plus complexe dans lequel les usagers interviendront, doit être engagé. Mais pourquoi ne pas approfondir ce point à partir des réflexions des militants de l'O.R.T.F. ou de Hachette, dont les luttes sont à peine mentionnées ?

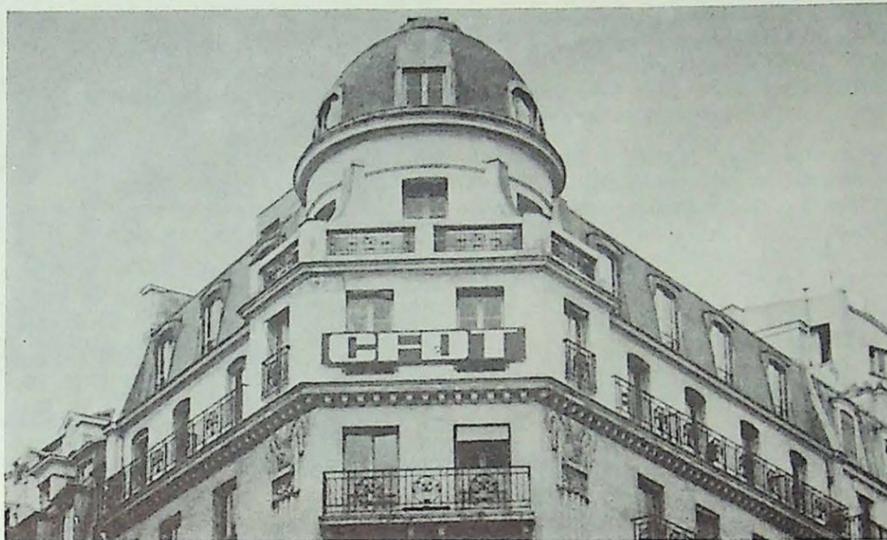
...et structures

Deux rapports portent sur des questions de structure et de finances : il s'agit de « structure et charte financière » présenté par René Decaillon et « Pour une caisse unique de résistance », présenté par Raymond Martin.

senté par Edmond Maire. C'est celui qui fait l'objet des discussions les plus vives dans la Confédération. Il a même déjà été amendé lors du dernier Conseil National de la C.F.D.T. Ses développements rencontrent souvent des thèmes que nous connaissons bien. En particulier, il met l'accent dans l'analyse du capitalisme, non seulement sur l'exploitation, mais également sur l'aliénation et l'idéologie que celui-ci diffuse. L'organisation de la société reproduit partout les rapports de domination et de dépendance qui sont ceux de l'organisation du travail et de la production.

La stratégie des firmes multinationales est décrite largement. Mais pourquoi conserver des illusions sur la possibilité pour le capitalisme européen de mettre en cause l'hégémonie économique du capitalisme américain ? Les firmes multinationales européennes se comportent de la même manière que leurs homologues américaines.

Le rôle des Etats évolue en conséquence. Ils n'ont bientôt plus pour fonction que de permettre le libre jeu



La centrale du square Montholon.

Un des objectifs recherchés est l'unification des cotisations, qui devraient atteindre progressivement 1% du montant des rémunérations. Quand on voit les disparités actuelles dans les cotisations (entre fonctionnaires et métallurgistes par exemple), on mesure combien cet objectif ambitieux sera difficile à faire passer, certaines fédérations craignant de perdre un nombre important de leurs adhérents, en particulier ceux pour qui le syndicalisme est avant tout une assurance professionnelle.

Un autre objectif recherché dans le projet de charte financière est le renforcement à la fois des sections syndicales d'entreprise et des fédérations ainsi que de la confédération, sommet de toute la pyramide.

Comme le dit le rapport général, l'Etat n'est pas un appareil neutre. Les structures d'une organisation ne sont pas neutres non plus. Elles sont le reflet d'un choix stratégique que l'on cherche à faire passer et d'un certain rapport de forces...

Il n'est pas certain que toutes les mesures proposées aillent dans le sens de la stratégie autogestionnaire dont l'un des éléments est la décentralisation.

Mais dans la période actuelle, certains considèrent comme nécessaire un renforcement de la confédération, pour lui permettre d'intervenir plus efficacement.

quelle autogestion ?

Toutes ces questions, celles qui concernent en particulier le choix entre une conception assez centralisatrice des structures, notamment à travers le fonds de péréquation et une conception moins centralisée, font l'objet de débats dans les syndicats. Et il n'est pas impossible que les forces les plus réformistes de la C.F.D.T., notamment celles qui subissent l'influence du P.S., ne cherchent à mettre en difficulté la direction confédérale sur ce vote.

Le dernier rapport, le plus important aussi, est le rapport général, pré-

de la concurrence et du développement des firmes. C'est ainsi qu'au Vietnam l'armée américaine se bat-tait aussi bien pour Michelin et Elf que pour IBM et General Motors, et qu'au Tchad et en Angola les armées française et portugaise exercent le même rôle de défenseur du capitalisme international.

On peut se demander si en France le rôle de l'Etat est en train de s'accroître en tant que « réducteur de tension ». C'est plutôt l'évolution inverse qui semble se dessiner depuis la présidence de Pompidou, qui ne « tient pas en coulisse les leviers de commandes ».

la transition du socialisme

Favoriser les conditions de développement du capitalisme, limiter les tensions et maintenir l'ordre, telles sont les seules préoccupations d'un Gouvernement bien incapable de maîtriser quoi que ce soit, de peser d'une manière quelconque sur les décisions du patronat et de faire preuve de la moindre imagination pour régler les grandes questions du moment, l'organisation du travail et de la production en particulier. Les conflits de Renault et Peugeot en sont des exemples clairs.

Un autre grand volet du rapport général traite d'une question pour nous fondamentale : l'approfondissement de la réflexion sur l'autogestion. Et de nombreuses ambiguïtés subsistent.

Peut-on parvenir au socialisme autogéré par la voie de réformes successives imposées par la lutte à ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique ? Le passage au socialisme ne se conçoit pas comme un processus qui commence aujourd'hui et il ne peut y avoir de pratiques autogestionnaires dans le système capitaliste. Il ne peut s'agir que de sensibilisation à la nécessité de l'autogestion.

La transition au socialisme ne pourra s'effectuer que par étapes ; la

conquête du pouvoir politique constitue une étape déterminante et pas seulement une rupture parmi d'autres. Il est impossible d'envisager l'approbation collective des moyens de production et d'échanges dans le cadre d'institutions politiques dominées par le capitalisme. La prise du pouvoir économique et politique est bien une condition obligatoire et première à tout début de mise en place d'une société socialiste.

Le socialisme ne peut se construire de l'intérieur du capitalisme. La destruction du capitalisme et la construction du socialisme ne peuvent pas être deux mouvements liés. Le capitalisme comme le socialisme forme un tout. On ne peut en changer un rouage pour le remplacer par un élément de socialisme. Et puis, le capitalisme est un système bien vivant qui évolue et s'adapte constamment. Tant que les capitalistes resteront au pouvoir, et propriétaires des moyens de production et d'échanges, ils pourront récupérer les réformes que l'on croit leur imposer.

La conquête du pouvoir par la classe ouvrière ne se fera pas si l'on attend que la majorité de la population soit déjà socialiste et mieux encore socialiste autogestionnaire. Il est illusoire de penser que cette conscience socialiste puisse être suffisamment acquise dans les conditions faites aux travailleurs par le capitalisme : l'exploitation économique, la domination sociale et l'aliénation idéologique s'y opposent. La volonté commune de changement vient des luttes menées par les travailleurs pour le succès de leurs revendications et la mise en cause du pouvoir capitaliste. Une majorité favorable au socialisme autogestionnaire devient alors envisageable dans une période de transition où les travailleurs seront directement affrontés à la mise en place de nouvelles structures.

quelques questions

L'analyse des textes, du rapport général en particulier, pourrait être poursuivie, car il s'agit de documents riches. Mais la place manquerait et il est préférable de s'en tenir aux interrogations essentielles.

Quelques questions demeurent, en particulier celles concernant le rôle respectif des partis et des syndicats. « Le rôle des partis est d'exercer le pouvoir, ce n'est pas celui des syndicats » ou encore « Un parti n'a pas à remplacer un syndicat dans l'entreprise » note-t-on dans le rapport général. Il ne faudrait pas par là déboucher sur l'affirmation simpliste « l'entreprise aux syndicats, les élections aux partis », car le champ d'intervention commune est immense.

Le syndicalisme ne peut ignorer les enjeux politiques, nous ne pouvons ignorer l'entreprise, et les problèmes d'habitat, du cadre de vie, des loisirs, de la consommation, de l'école, de la culture, de la famille, de la sexualité, nous appellent conjointement à l'intervention sans que l'on puisse faire un partage facile des tâches et des responsabilités.

Par ailleurs, le rôle des partis est-il seulement d'exercer le pouvoir ? Est-il même celui-ci dans le cadre d'une société socialiste autogestionnaire ? Nous nous battons pour que les travailleurs, les habitants prennent en main leurs propres affaires et non pour exercer le pouvoir. La rencontre « Autogestion et organisation politique » des 19 et 20 mai nous permettra d'approfondir cette question, mais l'axe général est clair pour nous. La vie politique traditionnelle nous a habitués à une telle délégation aux partis. Cela se traduit par le décalage considérable entre l'appareil politique et la vie réelle. N'est-ce pas justement ce qu'il importe de changer.

A travers et au-delà des enjeux du 36^e congrès de la C.F.D.T., nous souhaitons que se réalise un approfondissement de la réflexion sur l'autogestion et un élargissement du mouvement socialiste autogestionnaire.

Julien CETTOUR ■

LIBAIR

Correspondant d'agence de voyages. Lic. A 669.

Pour ne pas bronzer idiot !
Partir avec ou sans les enfants,
ou entre jeunes.
Un choix que l'on a voulu ouvert,
un effort attentif du côté prix.
— Des séjours détente.
— Des circuits découverte.
— Des transports seuls
et... le festival de Tabarka.

yougoslavie

SEJOURS FAMILIAUX

Trois possibilités :

- **STOBREC** : voyage avion - logement en maisons privées
- **CRES** : voyage non compris - logement chez l'habitant
- **PAG** : voyage non compris - logement en hôtel avec toujours l'assistance d'un représentant LIBAIR.

● Stobrec

Stobrec est un petit village au bord de l'Adriatique. Il offre à la fois des plages de sable et des plages rocheuses, face aux îles de Brac et de Solta dont la visite sera l'occasion d'agréables excursions en mer.

Le village de Stobrec est situé à 6 km de SPLIT, l'une des villes les plus originales du littoral, qui connaît l'été une grande animation internationale.

Un service d'autobus permet de s'y rendre très facilement. Il sera possible également d'aller visiter ZADAR, la perle de l'Adriatique.

● Crès

L'île de Crès vous offre ses villages blottis dans les oliviers, les figuiers et les amandiers, loin des grandes routes et loin des foules, au bord des eaux transparentes de l'Adriatique. Des plages inconnues et calmes... calmes..., que les promoteurs n'ont pas encore découvertes !

A CRES, petite capitale de l'île (1 500 habitants) et pittoresque petit port, vous logerez chez l'habitant, dans des chambrettes aussi propres que simples. Restaurant - terrasse au bord de la mer ; vous pourrez pratiquer le ski nautique et choisir des distractions nocturnes. Nous vous offrons un abonnement sur le bateau « Nikola » qui dessert les plages environnantes.

DATES :

- du 3 au 17 juillet

● Pag

Reliée au continent par un pont, l'île de Pag est située au nord de ZADAR, l'une des plus belles villes du littoral yougoslave.

La vieille cité de PAG fut construite au XV^e siècle. Ses danses folkloriques, ses dentelles, son fromage et son vin, les salines, les excursions en bateau, la plage de sable, tout devrait faire d'un séjour à PAG des vacances réussies.

L'hôtel que nous vous proposons, de construction récente, situé à 50 mètres de la plage est confortable et agréable. Toutes les chambres disposent d'une salle de bains et d'un balcon donnant sur la mer. Et, chose rare en cette région, le chef de réception parle un excellent français.

La pension est une maison neuve et confortable (2 salles de bains), un peu

Le logement est prévu dans des maisons privées bien aménagées, en particulier elles comportent toujours une salle de bains. Les repas se prennent au restaurant du village, face à la mer, sur la terrasse où, le soir venu, on peut danser.

DATES = 4 séjours de 2 semaines :

- du 4 au 18 juillet
- du 18 juillet au 1^{er} août
- du 1^{er} au 15 août
- du 15 au 29 août

PRIX par personne : 790 francs (tout compris = voyage + pension complète) (enfant de moins de 3 ans : 275 F - non compris nourriture)

- du 17 au 31 juillet
- du 1^{er} au 15 août
- du 15 au 29 août

Juin et septembre = dates et durées libres.

ACCES : Nous pouvons vous fournir un itinéraire détaillé et vous retenir une chambre d'hôtel à Venise.

PRIX :

- en juillet et août, pour 2 semaines, en pension complète : 475 francs.
- juin et septembre, par semaine : 200 francs.
- + réduction enfants : 50 % jusqu'à 5 ans, 30 % de 5 à 10 ans. comprenant également :
- un abonnement sur un bateau qui dessert plusieurs plages.
- 20 heures de kayak (échangeables contre des heures de barque avec ou sans moteur, ou des cours de ski nautique)

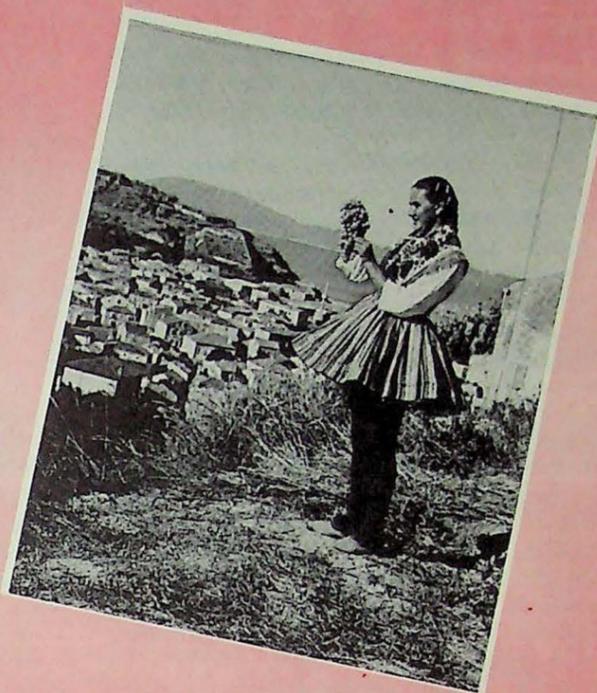
isolée, à 800 mètres de l'hôtel. Elle domine la mer de 50 mètres. Le propriétaire devrait choyer ses 12 clients français.

DATES :

- du 4 au 18 juillet
- du 18 juillet au 1^{er} août
- du 1^{er} au 15 août
- du 15 au 19 août (à ces dates, l'hôtel ne dispose que de chambres pour 3)
- avant le 4 juillet et après le 29 août : dates et durée libres.

PRIX :

- en juillet et août, pour 2 semaines, en pension complète :
- à l'hôtel = 580 francs (réduction enfants : 40 % jusqu'à 7 ans, 10 % de 7 à 15 ans)
- dans la pension = 435 francs (réduction enfants : 30 % jusqu'à 7 ans, 10 % jusqu'à 12 ans)
- en juin et septembre : 220 francs par semaine



SEJOURS JEUNES

DATES de DEPART :

- 27 juin
- 4, 11, 18, 25 juillet
- 1^{er}, 8, 15, 22, 29 août
- 5 septembre

- Au Centre International de ROVINJ (presqu'île d'Istrie) plage rocheuse.

Logement en bungalows ou chambres à 3 avec lavabos.

- PRIX : 2 semaines : 695 F.
- 3 semaines : 860 F.

- Au Centre International de Jeunes de BECICI (près de Budva, sur la Côte du Montenegro) plage sablonneuse.

Le Centre neuf et confortable offre des chambres à 3 lits avec douche.

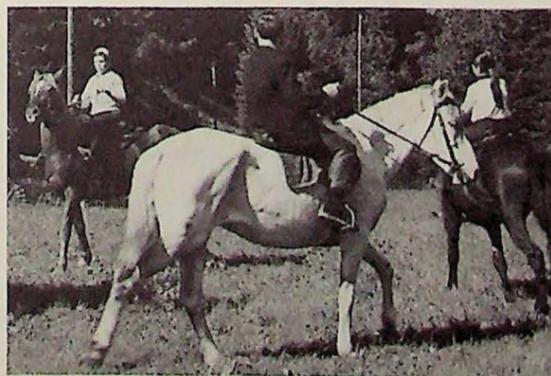
- PRIX : 2 semaines : 820 F.
- 3 semaines : 985 F.

Pension complète.

Voyage avion aller et retour.

CHEVAL

en Haute-Provence



Hébergement : dans la paille. Douches.

Equitation à mi-temps. L'autre demi-journée libre pour d'autres activités.

PRIX : 590 F tout compris (sauf voyage).

RANDONNEE : Séjour de 7 jours du dimanche au dimanche entre le 8 avril et le 11 novembre.

1) au Domaine de Chanteloube à MONTCLUS (Hautes-Alpes).

— Logement chez des agriculteurs, en chambres ou dortoirs.

— PRIX : 460 F tout compris (sauf voyage).

2) au Centre équestre de RIOMS (Drôme).

— Hébergement : chambres au Centre, grange ou tente en randonnée.

— PRIX : 490 F, tout compris (sauf voyage).

- Soins aux chevaux - Leçons de manège.

- Promenades - Randonnées dans les sites exceptionnels de la Haute-Provence, hors de route route goudronnée.

INITIATION : au Cen-

tre du Pilon, à 4 km de Manosque.

DATES :

- du 18 juin au 2 juillet ;
- du 16 au 30 juillet ;
- du 6 au 20 août ;
- du 17 au 31 septembre.

Liban

ARTISANAL

Situé dans un site merveilleux, le centre Vacances Artistiques au Liban (V.A.L.) a pour but de créer des rencontres internationales dont la motivation principale est l'apprentissage de différentes techniques artisanales à la portée de tous.

Le centre V.A.L. est ouvert toute l'année, programmant plusieurs activités de formation, réparties en plusieurs formules.

Formule A : séjour libre de vacances, convenant plus spécialement aux peintres, sculpteurs, écrivains, etc., ainsi qu'à toute personne cherchant le calme.

Formule B : travaux de reconstruction, jardinage, décoration, chantier de construction d'un refuge, d'une aile au centre, d'une route, etc.

Formule C : ateliers artisanaux : vanneries, tissage, menuiserie, sculpture sur bois, menuiserie métallique, mosaïque.

Formule D : ateliers artisanaux : sérigraphie, poterie, émaux, verre soufflé.

Des ateliers équipés et des moniteurs qualifiés permettront de vous initier ou de vous perfectionner dans ces activités artisanales.

Dans chaque atelier, il est exigé un minimum de 5 participants et un maximum de 12. Les objets créés peuvent être la propriété du participant qui acquittera le prix de la matière première.

Dans certains cas, le participant peut changer de formule ou la nature du stage à la deuxième semaine.

L'âge minimal est de 18 ans, et les groupes scolaires accompagnés d'un responsable sont acceptés.

Des excursions sont possibles sur place.

DATES DE DEPART :

— le 1^{er} juillet de Paris par avion ;



Arrivée à Beyrouth et transfert directement à Mar Chalitta.

Séjour artisanal jusqu'au 13 juillet.

Retour à Beyrouth au centre de jeunes de l'A.C.S., jusqu'au 16 juillet au matin.

PRIX : 1.100 F.

Supplément formule C : 30 F.

Supplément formule D : 60 F.

Notre prix comprend :

- le transport avion Paris/Beyrouth et retour ;
- la pension complète à Mar Chalitta ;
- la nuit et le petit-déjeuner à Beyrouth en centre de jeunes ;
- les droits d'inscription et d'études artisanales.

BEYROUTH



1^{er} jour : PARIS - ISTANBUL - en avion.

2^e jour : ISTANBUL - Visite guidée de la ville : la Mosquée Bleue, Sainte Sophie, le musée Topkapi.

3^e jour : ISTANBUL - BEYROUTH - en avion.

4^e jour : BEYROUTH - visite de la ville.

5^e jour : SYDON et TYR - Journée complète d'excursion.

6^e jour : BEYROUTH - Journée de détente.

7^e jour : Journée complète d'excursion : visite de Beiteddine, Anjar, Baalbeck.

8^e jour : Journée de détente.

9^e et 10^e jours : Visite de TRIPOLI et BECHARRE - Les Cèdres du Liban - Une journée en montagne.

11^e jour : Départ de BECHARRE -

Visite de Byblos et des grottes de Jeita.

12^e jour : Départ pour ISTANBUL (ou possibilité de commencer une semaine supplémentaire) Transfert, installation, dîner à l'hôtel.

13^e jour : Excursion en bateau sur le BOSPHORE.

14^e jour : Retour ISTANBUL - PARIS

SEMAINE SUPPLEMENTAIRE - obligatoire pour les départs du 8 juillet et du 29 août. Une semaine de repos à l'hôtel Lebanon Beach à Khalde, au bord de la plage. (A 10 km de Beyrouth)

DATES de départ :

- 1^{er} juillet en 2 semaines (et 3 semaines)
- 8 juillet en 3 semaines
- 29 juillet en 3 semaines
- 5 août en 2 semaines (et 3 semaines).

PRIX : 1 350 francs pour 2 semaines

la semaine supplémentaire : 170 francs.

comprenant : transport avion Paris - Istanbul - Beyrouth et retour. Les transferts, le visa. Le séjour en 1/2 pension à l'hôtel. Les déjeuners de 6 des 14 premiers jours.

POSSIBILITES DIVERSES

- Au cours des journées de détente à Beyrouth, vous pourrez assister à quelques-uns des nombreux spectacles du FESTIVAL de BAALBECK ;
- Pendant la semaine supplémentaire :
 - Visite à Chypre : 250 F.
 - Excursion en Syrie : 250 F.



CAMEROUN

Le Cameroun, c'est déjà l'Afrique équatoriale. La végétation de sa forêt la distingue complètement des autres pays africains que nous proposons.

Ce pays sera visité de la même façon que le Sénégal : — transport dans de petites camionnettes ou camions. — hébergement (confort très sommaire) selon les possibilités : salle de classe, cases africaines, tentes, Cité universitaire à Yaoundé.

— cuisine africaine. Le programme permettra de visiter les régions du Sud Cameroun, avec toujours en vue une intégration du groupe au milieu humain africain. Ainsi notamment :

- les capitales : Yaoundé et Douala,
- les régions de pêche (Kribi),
- la région de grande forêt traversée par le fleuve Nyong (Mbalmayo),
- la région montagneuse du Nord Cameroun (Ekona),
- les régions agricoles du Melong,
- le Sultanat des Bamouns (Foumbot-Foumban),
- la région des Bamilékés.

DATES DE DEPART :

— 1^{er} départ début juillet,

— 1^{er} départ début août.

PRIX : 2 400 francs pour 3 semaines, comprenant transport avion A.R., transports locaux, hébergement et nourriture, un accompagnateur.

Sénégal

Jeunes de vivez la vie avec la po

— Pendant 15 jours, vous découvrirez le pays, en petite camionnette à toit ouvrant. La 3^e semaine, vous séjournerez à Dakar, à la Cité Universitaire ou chez l'habitant.

— Les groupes de 8 à 12 personnes, avec leur véhicule et leur guide-chauffeur, pourront rayonner à partir de villes - étapes en décidant eux-mêmes leurs objectifs (les responsables peuvent donner des conseils) :

egy

EGYPTE-LIBAN : 21 jours = 1 920 F

— PARIS : départ en Jet - LE CAIRE : transfert à l'hôtel.

— 2^e jour : LE CAIRE : visite du Musée égyptien - La Citadelle - les mosquées et les bazars.

— 3^e jour : MEMPHIS - SAKKARA - Déjeuner au Nest de Sakkara - Les Pyramides et le Sphinx.

— 4^e jour : LE CAIRE : Le vieux Caire, ses églises coptes, ses synagogues.

— 5^e jour : LE CAIRE - IBN TOULAZHAR - Les cimetières musulmans - Déjeuner à l'orientale.

— 6^e jour : LE CAIRE - ASSOUAN -

les la



A 1,5 km de SEIGNOSSE - à 1,5 km du LAC BLANC - un Centre de vacances est à votre disposition toute l'année - à l'exception de juillet et août.

Vous aimerez surtout y faire de la VOILE, praticable par les enfants comme par les adultes. Vous aurez à votre disposition (compris dans le prix du séjour), plage du Lac Blanc : 9 voiliers, 2 bateaux à rames (cinq 420, une caravelle, trois optimiste, deux tabur), une sécurité avec moteur 7 cv. Si vous le désirez, nous assurons en permanence la présence d'un moniteur de voile.

Autres possibilités de loisirs : Océan - Lacs - Pinède - Pêche sur le lac - Tennis - Volley-ball - Terrain et salle de jeux pour les enfants - Stéréo - Location de mini-vélos pour randonnées.

ACCUEIL :
• en bungalows, chauffés. (Eau chaude, lavabo, bidet dans les

egal



3 ans,
ine
locale.

— Dakar,
— Joal - région de Thies,
— Niador - Ile du Saloum,
— Sokone - région du Sine Sa-
— Bignona et Zinguinchor - région
de la Casamance,
— Touba Toul - région de Thies,
— Saint-Louis - région du fleuve.

CONDITIONS DE SEJOUR :
Dans des cases africaines mises à
notre disposition par les habitants
des villages-étapes.

Vie de brousse. Confort som-
maire. Lits de camps, toilette au
puits. Cuisine africaine préparée

par les femmes du village, dans
de grandes Calebasses communes.

DATES : Départs 4 juillet - 20 juil-
let - 1^{er} août - 10 août.

PRIX : 1 995 francs : transport
avion Paris - Dakar et retour, trans-
ports locaux en camionnette, pen-
sion complète dans conditions
africaines, service d'un guide-chauf-
feur-interprète.

Une fiche de « Conseils prati-
ques » (habillement, climat, santé,
bagages, etc.) sera fournie aux
participants.

ote liban

en avion.

7^e et 8^e jours : ASSOUAN - Les
carrières de granit et du nouveau
barrage, l'île botanique, le mauso-
lée de l'Aga Khan, le Temple de
Philae, le kiosque de Ragent.

9^e jour : ASSOUAN - LOUXOR -
en avion.

10^e et 11^e jours : LOUXOR - Visite
des temples de Karnak et de
Louxor - La Vallée des Rois.

12^e jour : LOUXOR - LE CAIRE -
en avion.

13^e et 14^e jours : Journées de dé-
tente au Caire.

15^e jour : LE CAIRE - BEYROUTH

- en avion.

— 16^e au 20^e jour : Séjour libre à Bey-
routh en pension complète.

— 21^e jour : Retour Beyrouth-Paris en
avion.

DATES DE DEPART : 7 juillet,
14 juillet, 28 juillet, 4 août, 11 août.

PRIX : 1 920 francs - comprenant :
— Transport avion Paris - Le Caire -
Beyrouth - A.R.

— transport à l'intérieur de l'Egypte
— les visites programmées avec
guide parlant français

— la pension complète en hôtels tou-
ristiques (chambres à 2 lits)

— visas et taxes d'aéroports.

ndes



chambres)
(douche et WC par groupe de
bungalows)
camping = 25 emplacements
tentes ou caravanes.

REPAS :

Tous les repas sont servis dans
une salle à manger commune.

Quel que soit le mode d'héber-
gement, le prix comprend tou-
jours la pension complète.

PRIX INDICATIFS :

Par personne, pour une se-
maine : **250 francs.**

(enfants : de 2 à 7 ans : 140 F
moins de 2 ans : 42 F).

Pour toute demande de groupe,
nous consulter sur les tarifs dé-
gressifs).

Pour les personnes venant avec
leur tente ou leur caravane :
réduction selon possibilités du
Centre.

Le Centre ne peut fonctionner
pour au moins 20 personnes).

MEXIQUE

25 jours d'un circuit varié et pas-
sionnant :

— 2 jours à l'île des Femmes, avec
bivouac sur la plage.

— Découverte de la civilisation
Maya à Uxmal, Kabah, Palenque...

— Circuits : Villahermosa - San
Cristobal Las Casas - à travers une
des plus belles régions du Mexi-
que, par des cols de plus de
3.000 mètres.

— La capitale des Chiapas, les vil-
lages indiens Tzotiles.

— Le marché de Oaxaca.

— Archéologie à Monte Alban et
Mitla.

— Cholula - Guadalupe - Mexico et
son musée d'anthropologie.

— Puis, du 18^e au 25^e jour : 5 op-
tions :

- liberté totale,
- location d'une Volkswagen,
- séjour libre à Mexico,
- excursion dans le Nord,
- séjour à Acapulco.

DATES : du 4 au 29 juillet ;
du 1^{er} au 25 août.

PRIX : 2.775 F

comprenant : transport transatlanti-
que en Jet - Hébergement en cham-
bres à 3 avec bains et petits dé-
jeuners du 1^{er} au 18^e jour - Cir-
cuit en car et visites prévues -
Guide mexicain et animateur fran-
çais ;

ne comprenant pas : les repas et
boissons.

TRANSPORT seul possible.

TUNISIE

pour les 18-33 ans

DATES : du 2 au 15 août

PRIX : 1 020 francs - tout compris,
au départ de Marseille (voyage avion
- circuit en car - logements et repas).

Le programme complet de ce circuit
— organisé en collaboration avec
l'Association Tunisienne Tourisme et
Jeunesse — sera envoyé sur de-
mande.

La Tunisie, c'est :

- du soleil, des plages,
- un peuple accueillant et raffiné

dont l'artisanat, les souks et les
marchés offrent l'embaras du
choix,

- Tunis, Nabeul, Sfax,
- l'amphithéâtre d'El Jem, l'île de
Djerba, les habitations troglodytes
en forme de puits de Matmata,
- les oasis de Chenini, Nefta,
Tozeur,
- la villet sainte de Kairouan.

— etc.
Logement, en chambres à 2 ou
3 lits,

soit dans des Centres de jeunesse,
soit en hôtel bon confort,
soit dans des constructions carac-
téristiques du Sud.

FESTIVAL tous arts de tabarka

- Un village de pêcheurs, sur la
côte nord-ouest de la Tunisie.
Plage, pins, chènes-liège...

- Un « énorme » festival :

- jazz, pop, musique classique,
films, théâtre, danse...

- animé par l'équipe de Aqua-
rius international, qui réalise
chaque année le festival de
Montparnasse.

- avec, au long de l'été, Miles
Davis, Art Taylor, Juliette
Gréco, Slide Hampton, Mani-
tas de Plata, Crium Delirium,
Rufus, Procol Harum, Ravi
Shankar, Magic Circus, etc...

- et aussi, des possibilités de
sports : pêche sous-marine,
voile, équitation...

- et aussi, des ateliers : peinture,
sculpture, danse, théâtre...

DEPARTS

— De Paris, tous les lundis, mardis,
mercredis.

— De Marseille, tous les mardis.

— Premier départ : 2 juillet 1973.

— Dernier départ : 15 août 1973.

PRIX

Départs de PARIS :

— 1 semaine 650 F

— Cycle normal (2 personnes) 880 F

— Semaine supplémentaire
au Festival 225 F

Attention

— Supplément : départs du
2, 3, 4 juillet et du 30,
31 juillet et 1^{er} août .. 50 F

— Supplément : pour pen-
sion complète, par semaine 95 F

— Réduction : départ de
Marseille 100 F

TABARKA



Notre prix comprend :

— le transport avion de Paris ou
Marseille à Tunis et retour ;

— les différentes taxes afférentes à
ce transport et aux aéroports ;

— le transfert par autocar ou train
de Tunis à Tabarka et retour ;

— le séjour en huttes à deux pla-
ces ;

— la carte d'accès à tous les specta-
cles et activités du Festival. (N.B. :
cette carte est nominative : four-
nir deux photos d'identité) ;

— frais dossier inclus.

NOURRITURE

Plusieurs restaurants, dont certains
ouverts tard le soir.

Pension complète à prix fixe dans
l'un d'entre eux (choix possible) ; si-
non, les Festivaliers choisiront leur
restaurant ou snack tous les jours.

Espaces aménagés dans la forêt
pour piques-niques et barbecues.

Prix strictement contrôlés par le
gouvernement régional de Jendouba.

Repas complet : 3 plats : 600 mil-
limes tunisiens (6 et 7 F).

Un forfait de 95 FF/semaine per-
mettra d'acheter à Paris la pension
complète, grâce à un système de bons
de repas qui seront honorés dans
plusieurs restaurants de Tabarka.

Deux formules pour prolonger vo-
tre séjour :

— en toute liberté : voiture louée,
etc.

— le Sud Saharien en Land-Rover.

DEPLIANT DETAILE SUR DE-
MANDE.



● pour une conception militante des loisirs

En collaboration avec une association, nous pouvons vous proposer des voyages, séjours ou circuits, en France ou à l'étranger, de découverte économique, sociale, politique et culturelle. Les groupes préparent leur voyage, prévoient des rencontres avec les organisations de travailleurs des pays visités, des contacts étroits avec la population, des visites d'exploitations agricoles, d'entreprises, etc...

Des départs sont prévus pour :
la Yougoslavie, le Chili, l'Albanie, l'Algérie, la Suède, le Pérou, etc...

Demandez-nous la documentation spéciale.



LIBAIR vous signale l'existence de son département - COLLECTIVITES -

Nous sommes à la disposition :

- des comités d'entreprise,
- des municipalités,
- des enseignants.

Demandez-nous le descriptif de nos réalisations, dans l'un ou l'autre de ces secteurs (propositions de week-end, de séjours, de classes de neige ou de classes vertes, etc.)

Prenez contact avec nous.

LIBAIR

17, rue de Turbigo

75002 PARIS

Téléphone : 231.97.94

R.C. 73 B 188
CCP : 33.773.00 La Source

ITALIE

Ceux qui aiment les plages de sable devraient être comblés : Lido di Jesolo, c'est d'abord 16 kilomètres de sable fin ! C'est aussi une station active et très vivante qui offre toutes les distractions que l'on peut souhaiter. C'est encore un point de départ particulièrement commode pour des excursions passionnantes :

— Venise est à 35 km par la route, mais vous pourrez aussi, en prenant le bateau (« vaporetto ») à Punta Sabbioni, rejoindre la place Saint-Marc en une demi-heure et pour 1,50 F.

— Padoue est à 55 km.
— Ravenne, l'un des joyaux artistiques de l'Italie où se côtoient les styles gothique et

byzantin, célèbre surtout pour ses mosaïques, est à 150 km.
— La frontière yougoslave est à 140 km (par l'autoroute) et si vous voulez aller passer une journée en Yougoslavie, vous pourrez voir les étonnantes grottes de Postojna, que l'on visite en train !

— Florence est à 250 km.
— Et les Dolomites ne sont qu'à 2 heures de route.

Nous vous proposons un hôtel confortable de construction récente (1964) situé à 100 mètres de la plage. Il possède une piscine, une plage privée, des parasols seront mis gratuitement à votre disposition.

Un représentant de LIBAIR sera sur place en permanence.

PRIX PAR PERSONNE et par semaine, en pension complète

	Juillet-Août	Juin-Septemb.	Enfants
Chambre avec eau chaude et froide	220 F	170 F	2-4 ans 50 %
Chambre avec douche ..	265 F	190 F	4-8 ans 30 %
Chambre individuelle	+ 30 F	+ 10 F	8-10 a. 10 %

- Séjours du dimanche au dimanche.
- Enfant de moins de 2 ans, logement seul : 40 F par semaine.
- Voyage non compris — donc à votre convenance.

découverte individuelle de l'Amérique du Nord

PARIS-NEW YORK = Aller-retour = 850 francs, en juin 1 100 francs, en juillet, août, septembre.

Nous vous offrons, grâce à la chaîne des « North American Students Centers », des hébergements possibles dans 33 villes des Etats-Unis, 7 villes du Canada et 2 villes du Mexique.

— PRIX : 27 francs par jours.

Cela vous donne droit aux avantages de la vie de campus (repas au prix étudiant).

Transports intérieurs = réduction si vous prenez vos billets en France :

— par autocar : 21 jours pour 99

dollars, quelle que soit la distance parcourue.

— par avion, formule « Discount 50 » : réduction 50 %.

Consultez-nous. Demandez documentation spéciale.

Safari photo

Départ : Londres ou Francfort pour Le Caire, Louqsor, Assouan, Khartoum, Addis Abeba, Nairobi.

EGYPTE - SOUDAN - ETHIOPIE - KENYA.

L'avion - le bateau - le train - le « Land Rover ».

Hébergement en hôtel... et sous tente.

5 semaines : 2 750 francs.

Fiche détaillée sur demande.

les vosges

Au pied des Hautes-Vosges, toute proche de la Moselle, dans un grand parc, une Maison familiale de vacances ouverte toute l'année.

Chambres, appartements. Confort, chauffage central.

Monitariat pour l'encadrement des enfants.

Nombreuses possibilités d'excursions en car, ou à pied, ou à bicyclette.

Les séjours s'organisent par semaine : arrivée obligatoirement le dimanche, départ le samedi.

Prix de journée :

Variable, suivant le QUOTIENT FAMILIAL entre 21,50 et 29,00 francs (réduction pour les enfants).

Tout compris.

Demandez notre documentation complète.

Maroc

● UN CIRCUIT

— Voyage avion Paris-Tanger.
— Un minibus pour un groupe de 6 à 12 personnes, avec un chauffeur-accompagnateur et du matériel de camping, pour faire le grand tour du Maroc pendant 2 semaines :

— la 3^e semaine : repos au Camp Africa de Azilah.

PRIX pour 3 semaines : 1 730 francs DATES : toutes les semaines le lundi de début juillet à mi-août.

● UN SEJOUR

Un village de paillettes (à 2 lits) dans une petite pinède = c'est le Camp Africa, bordé d'une large plage de plusieurs km.

— Possibilité de louer chevaux et chameaux,

PRIX pour 3 semaines : 1 180 francs comprenant : transport avion, transfert au village, séjour en 1/2 pension (un repas par jour reste libre).

DATES : toutes les semaines le lundi de début juillet à mi-août.

comment s'inscrire

L'inscription entraîne automatiquement le règlement complémentaire de 30 F de frais de dossier donnant droit à l'établissement et à la conduite du dossier et à une assurance en responsabilité civile et une assurance contre les risques d'accident du fait du voyage.

- remplir avec soin le bulletin d'inscription ;
- nous le remettre ou nous l'envoyer, accompagné d'un acompte de 25 % sur le montant total du voyage ou séjour choisi ;
- une confirmation d'inscription vous sera envoyée par retour.

PAIEMENT :

Le solde est à régler trois semaines avant le départ au plus tard. Le non-paiement dans les délais impartis est considéré comme une clause d'annulation du voyage.

CONVOCAION :

Une convocation et tous documents nécessaires vous parviendront dans un délai de 3 à 8 jours avant le départ. Ne pas omettre de nous indiquer, le cas échéant, votre adresse de vacances.

Nom : _____ Prénom : _____

Date de naissance : _____

Profession : _____

Adresse : _____

Code postal et ville : _____

N° de téléphone domicile : _____

N° de téléphone travail : _____

Désire s'inscrire pour le programme : _____

Dates de départ : _____ Durée : _____

ACOMPTE JOINT : _____ F par espèces _____

chèque bancaire (1)
chèque bancaire (1)

J'ai pris connaissance des conditions générales de participation à ce voyage.

SIGNATURE : _____
(parentale pour les mineurs)

Je serai accompagné (e) de : _____ personnes.

Veillez me faire parvenir : _____ bulletins d'inscription

(1) à l'ordre de LIBAIR.

CONDITIONS GENERALES

LIBAIR agit en qualité d'intermédiaire entre, d'une part, le client et, d'autre part, les prestataires de services, en particulier les transporteurs et les hôteliers. Il en résulte que LIBAIR ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de tous les accidents et dommages survenus en cours de voyage.

Il en est de même en cas de retard, d'irrégularité, de pertes, d'avaries ou de vols d'effets ou de bagages.

Tous les prix, horaires, itinéraires mentionnés dans notre programme peuvent être modifiés sans avis préalable. En ce cas, le voyageur pourra, à son gré, soit accepter lesdites modifications, soit se libérer de son engagement et se faire rembourser le montant intégral des sommes versées sans aucune indemnité de part et d'autre. Si, pour une raison quelconque, les organisateurs décident de supprimer tout ou partie des engagements prévus, le voyageur pourra ne prétendre qu'au remboursement des sommes correspondantes versées par lui, à l'exclusion de tous dommages et intérêts.

PRIX

Ils sont calculés sur des tarifs et des cours de change en vigueur lors de la parution de nos programmes. En cas de modification du cours de change des monnaies françaises ou étrangères, un rappel en plus ou en moins suivant le cas sera opéré, non pas forcément à la date de paiement des prestations, mais à la date d'utilisation, qui seule compte. Cette mesure est valable pour tous les transports internationaux et services rendus à l'étranger. Les prestations comprises dans nos prix sont variables, selon les voyages : se reporter aux programmes détaillés.

INSCRIPTIONS

L'inscription à l'un de nos voyages implique l'adhésion à nos conditions générales et doit être accompagnée de l'acompte correspondant au voyage choisi.

Le solde devra être réglé, au plus tard, trois semaines avant le départ.

En cas de retard, ce refus du règlement du solde sera considéré comme une annulation.

MODIFICATIONS

Toute modification à la commande initiale entraîne de nouveaux frais de dossier, soit 30 F obligatoires en supplément.

ANNULATIONS

Les inscriptions fermes peuvent être retirées sans frais, dans la mesure où le retrait intervient plus de 45 jours avant le départ, seuls sont maintenus alors les frais de dossier (30 F).

Un retrait d'inscription ferme (quelle qu'en soit la raison) dans un délai de 45 à 21 jours avant le départ entraîne le règlement de frais d'annulation égaux à 25 % du montant du voyage — soit l'acompte.

Le retrait d'une inscription (quelle qu'en soit la raison) dans un délai de 21 jours précédant le départ de 30 % et un maximum de 80 % des frais du voyage. Pour faire face aux cas graves, nous conseillons la souscription d'une assurance annulation.

PASSEPORTS ET VISAS

Les voyageurs doivent être en possession de la carte d'identité nationale, des passeports, visas et autorisations exigés par les autorités des différents pays où doit se dérouler le voyage. Nous ne pourrions supporter en aucun cas les frais supplémentaires résultant de l'impossibilité dans laquelle se trouverait un voyageur de présenter les documents requis. Dans le cas où nous intervenons à titre d'intermédiaire pour la délivrance des divers documents nécessaires pour l'entrée dans les pays visités, tentes.

MINEURS

Les bulletins d'inscription concernant les mineurs devront être signés par le père, la mère ou le tuteur légal, et porter la mention « accord du père/mère/tuteur légal ».

ASSURANCE

Une assurance automatique couvre les frais occasionnés au cours du voyage, soit du fait de la responsabilité civile du voyageur, soit en cas de risques, accident ou maladie. Une fiche explicative est à la disposition des voyageurs sur le montant des couvertures et sur les obligations en cas de sinistre.

La principale obligation consiste à prévenir l'assurance dans les 5 jours qui suivent le sinistre. Nous conseillons une assurance plus complète facultative pour ceux qui veulent se couvrir sans limitation.

un mouvement qui s'amplifie

Le mouvement de résistance à l'armée bourgeoise va sans cesse en s'amplifiant. Un peu partout déserteurs, objecteurs, insoumis se manifestent, sortent de l'ombre, rompent le silence. A l'heure où nous écrivons, Bruno Hérail et Hubert Planchez poursuivent à Lyon une grève de la faim qui dure depuis un mois déjà (« TS » 575). Une autre s'engage à La Roche-sur-Yon. Et ce lundi, le pasteur René Cruse, qui publiait voici quinze jours dans « TS » une libre opinion (« l'antimilitarisme a-t-il des fondements sérieux ? ») est appelé à comparaître devant un juge d'instruction pour répondre du délit de « provocation à l'insoumission et à la désertion ».

Nous publions cette semaine la réflexion, collective, d'une section PSU de Paris, la 12^e. Deux de ses militants, à l'heure du « service », ont choisi l'un la voie de l'insoumission, l'autre celle de la désertion. La 12^e section s'est trouvée ainsi directement « interpellée » par le problème.

Nous la publions parce qu'il est clair que nous n'avons pas à marchander notre soutien à tous ces jeunes qui, au prix fort, s'attaquent directement et de l'extérieur à une armée au service du capital.

Ce qui ne nous empêche pas de rappeler que le PSU a toujours conseillé à ses militants d'être présents là où se retrouvent, bon gré mal gré, pour un an, la très grande majorité des jeunes Français : dans les casernes. Sans cesser, il va sans dire, d'être et de se comporter en militants révolutionnaires...

développer les actions collectives

Notre section du 12^e arrondissement est depuis longtemps alertée de la vague de révolte qui soulève la jeunesse contre l'embrigadement militaire, puisque deux de nos camarades ont choisi, il y a plusieurs mois déjà, la voie de l'insoumission et de la désertion : deux démarches « individuelle » au départ, différentes dans leurs motivations et leurs finalités, et que nous avons crues d'abord (reconnaissons-le) vouées à une relative indifférence et privées à court terme d'efficacité politique. Ce scepticisme ne nous a pourtant pas empêchés de sortir une « Tribune du 12^e » (notre journal local) articulée sur le témoignage de nos deux camarades; et de distribuer ce numéro spécial-armée non seulement dans les lycées, mais encore et surtout dans les entreprises voisines (PTT, SNCF, Hôpitaux) : c'était en janvier dernier.

Il est devenu un fait, aujourd'hui, que la lutte contre l'armée bourgeoise n'a plus rien d'une phrase. Il est trop clair que la phrase prend corps.

Etape importante : en sortant de la clandestinité pour entreprendre une grève de la faim, le 5 avril dernier, à Ste Marie de la Guillotière à Lyon, par solidarité avec Gérard Bayon isolé au Fort-Montluc, notre camarade insoumis Bruno Hérail et trois autres membres du Groupe d'insoumission totale, Gérard Petit, Hubert Planchez et Alain Sibert ont posé publiquement le problème de l'insoumission collective.

casser le bloc

L'armée ne s'y trompe pas : elle essaie par tous les moyens de casser le bloc qu'ils forment. Gérard Petit et Alain Sibert ont été littéralement enlevés une première fois sur le trottoir devant l'église. Récemment, Gérard Petit, qui avait échappé à ses premiers ravisseurs, a été arrêté en bonne et due forme, mais seul, à 6 h 30 du matin, dans le local paroissial où il poursuivait la grève de la faim. Quand Bruno Hérail et Hubert Planchez ont manifesté la semaine

dernière avec d'autres devant le bureau du juge d'instruction, instruisant trop lentement à leur gré le procès de Gérard Bayon, ils ont été interpellés puis relâchés.

Cette tactique du coup par coup, qui combine l'enlèvement et la relâche, cet échelonnement des procès qu'on laisse pourrir chacun dans son coin, bref cette volonté systématique de disperser les insoumis pour leur régler leur compte individuellement révèle combien l'armée redoute toute manifestation groupée, toute organisation collective. Mais déjà à Lyon elle commence à n'être plus maîtresse du terrain, et les inscriptions fleurissent jusqu'à l'intérieur des casernes.

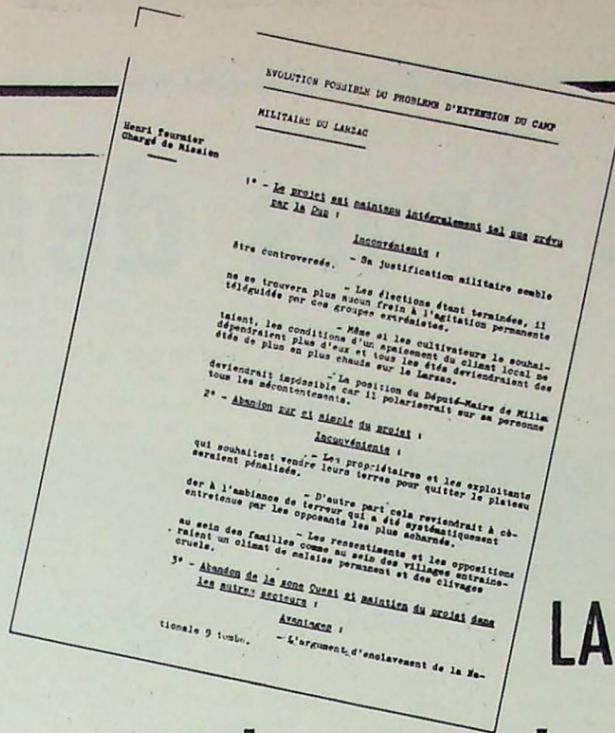
Ni Bruno Hérail ni notre camarade déserteur qui participe de son côté à la création d'un Groupe d'information armée (GIA) ne prétendent ériger la voie qu'ils ont choisie en règle de conduite universelle.

Mais leur exemple invite à n'écarter a priori, pour des raisons « bureaucratiques », aucune forme de lutte contre l'armée et le système bourgeois qui l'entretient. Et surtout (c'est là le plus neuf), il invite à surmonter la révolte strictement individuelle, qui s'accommode souvent de la combine, pour mettre en place, à l'armée ou hors de l'armée, des modes collectifs de résistance à la militarisation.

Il revient à notre parti — entre autres — de poursuivre et d'approfondir le travail de réflexion et d'intervention qu'il a entrepris dans ce domaine.

La section PSU du 12^e arrondissement

P.S. — Le 5 mai, Bruno Hérail et Hubert Planchez poursuivaient leur grève de la faim, église Ste-Marie de la Guillotière, 4, bd des Tchécoslovaques, 69007 Lyon. On peut écrire à Gérard Bayon et à Gérard Petit, Fort Montluc, rue Jeanne-Hachette, 69003 Lyon.



LARZAC

premier recul du pouvoir

Ce n'est pas parce que les habitants de la circonscription de Millau ont réélu leur député-maire U.D.R. que la lutte des agriculteurs du Larzac menacés d'expulsion s'arrête.

Dans la nuit du 18 avril, un groupe s'est emparé, à la sous-préfecture, des dossiers du chargé de mission — on dit ici : « chargé de liquidation » — Henri Tournier. Dans ces dossiers, un rapport dont la diffusion aussitôt entreprise a mis hors d'eux la police judiciaire de Montpellier, la gendarmerie et les R.G. qui multiplient les recherches...

Ce rapport — dont voici ci-contre le fac-similé — établit très clairement que c'est l'action politique menée contre le projet qui conduit le pouvoir à envisager un repli plus que... stratégique. C'est la mise en cause de la justification militaire du camp, la crainte de l'agitation permanente téléguisée par des groupes extrémistes, la menace d'étés de plus en plus chauds et le souci de préserver la position du député-maire de Millau qui motivent ce recul.

projet, il ajoute que « les conditions de manœuvres seraient assez proches de celles prévues initialement ».

Il y a quelques mois, l'ex-ministre de la Défense nationale Michel Debré traitait d'anti-Français ceux qui voulaient faire leur, le mot d'ordre « Plus une herbe, plus un caillou pour l'armée... » ; l'ex-député de Toulouse Sanguinetti traitait d'analphabètes ceux qui pensaient que chacun des 14.500 hectares d'extension n'était pas strictement indispensable... Ils n'avaient probablement pas lu le rapport ex-confidentiel de M. le Chargé de Mission Tournier.

Samedi 20 avril, une soixantaine d'agriculteurs ont renvoyé leur livret militaire au ministre des Armées. L'un d'eux, Elie Jonquet, explique dans sa lettre : « Je ne peux pas servir un régime qui marche sur les traces de celui que j'ai combattu en 1940. Ce régime ne tient plus compte des aspirations du peuple... Les paysans-travailleurs, estimant que « la F.N.S.E.A. (1) soutient le Larzac comme la corde soutient le pendu », préparent pour cet été une marche convergente, de divers points de France vers le plateau du Larzac.

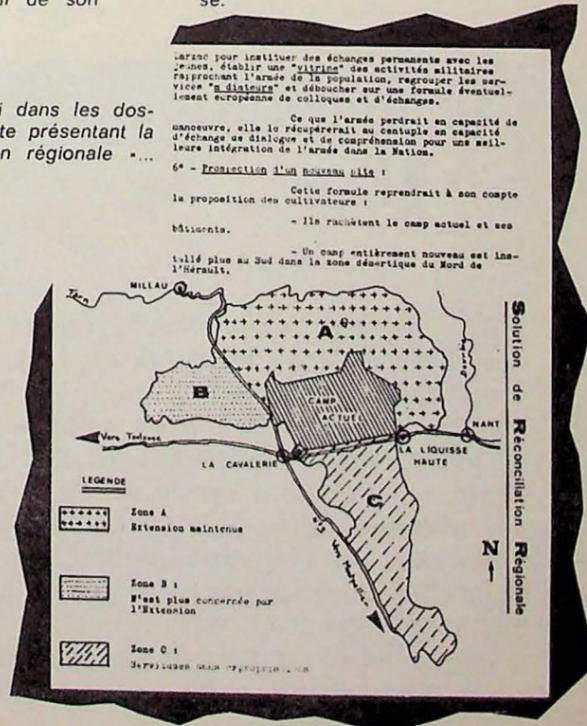
Le rapport de M. Henri Tournier n'est qu'une étape : il est possible de faire reculer le pouvoir jusqu'au bout.

une étape

Dans une perspective de « réconciliation régionale », M. le Chargé de Mission Tournier propose de réduire l'extension des 14.500 ha prévus à 6.300 : abandon de l'extension à l'ouest de la nationale 9, maintien au sud d'une zone de « servitudes sans expropriation », de définir une « vocation militaire nouvelle pour le Larzac ». A l'appui de son

(1) F.N.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, organisation corporatiste de Michel Debatisse.

Fac-similé du rapport saisi dans les dossiers de M. Tournier : carte présentant la solution de « réconciliation régionale ».



les trois défis de l'Algérie

Le premier mur d'Alger que l'on aperçoit en quittant l'aéroport de Dar El Beida porte encore en grosses lettres de goudron noir une inscription que ni le temps, ni le vent chargé de sable et de sel qui souffle de la mer ne sont parvenus à effacer : « O.A.S. ». Les souvenirs mêmes que cela évoque, imposent à celui qui découvre l'Algérie dans la deuxième décennie de sa révolution de bien évaluer l'anne à laquelle il va mesurer les réalisations des dix premières années de l'indépendance et les choix de la jeune nation en marche vers cet horizon, auquel se réfèrent tous les responsables, des années 1980.

On peut contester, en discutant des théories du développement, les priorités accordées à l'industrie lourde dans un

pays à forte dominante agricole : mais sait-on l'état de l'agriculture en 1962, entièrement dévastée par la politique de la « terre brûlée » qui n'avait rien d'une image ? On peut critiquer les privilèges accordés aux cadres et aux techniciens, au nom du socialisme et de l'égalité, mais sait-on que l'analphabétisme affecte encore une fraction importante de la population adulte et que l'économie algérienne manque cruellement d'ingénieurs et de techniciens ? Faut-il enfin juger l'expérience socialiste algérienne d'après nos programmes et nos manifestes ?

On sent bien, à travers ces quelques questions, la double nécessité de laisser au paysan nos critères européens et de bien garder en mémoire le point de départ de

juillet 1962, l'état dans lequel la France a laissé son ancienne colonie : les dirigeants algériens avaient-ils, à cette époque, la possibilité de faire des choix véritables ? Il ne s'agit pas pour autant de refuser de juger ou d'interroger la voie algérienne vers le socialisme : depuis les premiers mois de 1973, le pays bruisse de projets. Révolution agraire, charte de la gestion socialiste des entreprises, tels sont les piliers d'une orientation nouvelle qui se fait sur la base d'une économie dont le décollage semble en bonne voie.

Ces piliers sont loin d'être totalement édifiés : on vient à peine d'en poser la première pierre. Plus que des réponses, ils apportent des questions : celles que ce dossier vous invite à poser avec nous.

Jean-François MERLE.



• la révolution agraire, phase II

Sur la route d'Oran à Mostaganem, un camion emporte des jeunes gens, étudiants ou lycéens, qui agitent des drapeaux vert et blanc frappés du croissant et de l'étoile rouge : ce sont les volontaires de la révolution agraire. Dans le complexe industriel d'Arzew, le responsable de la section syndicale de la toute nouvelle unité de raffinage de la SONATRACH distribue à ses adhérents une circulaire les invitant à se porter volontaires pour aller aider les paysans qui, « à cinquante kilomètres de notre entreprise vivent encore dans une misère indescriptible ». Le succès de la révolution agraire, qui vient d'entrer dans sa seconde phase, est une des priorités de l'heure.

A l'heure actuelle, l'agriculture algérienne repose sur, d'une part le secteur socialiste, composé de 2.000 domaines auto-gérés et coopératives d'anciens moudjahidines (anciens combattants) assurant 40 % du revenu agricole, et d'autre part du secteur privé moderne et archaïque, qui est partagé en quelque six cent mille exploitations fournissant 60 % du revenu agricole. Le secteur socialiste, qui s'est développé en 1962 sur les terres abandonnées par les colons, contrôle déjà les meilleures terres, celles des plaines de la Mitidja et de l'Oranais. Le secteur privé, lui, connaît des disparités considérables, entre d'une part les 75 % de ruraux qui possèdent chacun moins de 10 hectares et d'autre part les 10 % qui possèdent plus de 50 hectares. Ce sont ces derniers (le secteur privé moderne) qui sont visés par la révolution agraire.

La première phase de la révolution agraire a consisté en la répartition aux paysans pauvres ou aux ouvriers agricoles des terres publiques appartenant aux domaines, aux communes, aux tribus (terres arch) : ce million

d'hectares a permis de former 2.000 coopératives regroupant quelque 60.000 « attributaires de la révolution agraire ». La seconde phase consiste dans le don volontaire au Fonds National de la Révolution agraire de lots de terre qui seront ensuite répartis entre les « coopératives de la révolution agraire ». Chaque jour, la presse publie les noms et les dons de ceux qui franchissent ainsi le pas entre l'agriculture privée et l'agriculture socialiste : alors que cette deuxième phase n'est entrée en application que depuis quelques mois, c'est près de 80.000 ha qui ont déjà été remis au F.N.R.A. et même les observateurs les plus critiques du régime assurent qu'il n'y a nullement de pressions exercées pour le groupement en coopératives. Ils ajoutent d'ailleurs avec une pointe d'ironie que la possibilité offerte aux donateurs de se reconverter dans le secteur industriel n'est peut-être pas étrangère à l'empressement de certains.

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où la troisième phase (qui doit intervenir ultérieurement) visera à la nationalisation limitant les grosses pro-

priétés et à la nationalisation des terres de ceux qui, n'exploitant pas directement, sont réputés « absentéistes », on voit mal pour le pouvoir algérien l'intérêt qu'il y aurait à utiliser la contrainte, dans la seconde étape. « Pour le fellah, expliquait M. Ali Ammar, responsable du département Etudes et Conception du F.L.N., la notion de terre et de patrie sont intimement liées, elles s'expriment dans le même mot : « bled », ce qui explique le lien étroit entre le problème agraire et la lutte de libération nationale ». D'où le refus d'une collectivisation globale et immédiate des terres, avec l'insuccès qu'elles ont connu dans les pays de l'Est, par exemple ; la révolution agraire ne supprime d'ailleurs pas la propriété privée des moyens de production, explique le préambule précédant le décret 71-73 portant révolution agraire : « mais elle supprime l'exploitation de l'homme par l'homme » en limitant la propriété privée à ce qu'un paysan peut cultiver par lui-même, sur la base d'un revenu fixe (équivalent à 3.600 F par an) et d'une pondération régionale déterminée dans chaque wilaya (préfecture).

faut-il pavoiser ?

Pourtant, les dirigeants algériens veulent faire de cette opération une révolution agraire, transformant radicalement les modes de vie et de travail dans les campagnes, et non une simple redistribution des terres. « La différence, dit M. Abdelaziz, directeur de la révolution agraire au ministère de l'Agriculture, se trouve dans le mode de gestion coopératif, dans l'organisation au niveau des communes de coopératives polyvalentes de services (engrais, machines agricoles), dans la création de villages-pilotes regroupant plusieurs coopératives... ». Cette extension du secteur socialiste agricole pose donc le problème de l'harmonisation entre les nouvelles coopératives de la révolution agraire et les domaines autogérés existant actuellement.

Le secteur socialiste agricole connaît lui aussi ses difficultés et ses problèmes : les assises du secteur autogéré se sont tenues au Palais des Nations d'Alger dans la seconde semaine d'avril. Les critiques y ont été nombreuses à l'encontre des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et des offices de commercialisation venus se justifier. Critiques d'ailleurs largement reprises dans la presse : « Pour la troisième fois, les travailleurs du secteur socialiste viennent demander des comptes à Alger. Rien ou presque n'a changé depuis la première rencontre. Les mêmes griefs sont reprochés aux offices et administrations prestataires de services. Avec parfois un détail loufoque, pénible aussi, comme cette livraison d'une moissonneuse-batteuse à un domaine à vocation agrumicole », écrit l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* sous le titre



Les volontaires de la révolution agraire.

« Faut-il pavoiser ? ». En effet, les travailleurs de l'autogestion ont l'impression d'être étouffés par le carcan bureaucratique des structures étatiques qui assurent la commercialisation des produits et la prestation des services, et les nouveaux coopérateurs de la révolution agraire sont un peu échaudés à l'idée de connaître un sort identique.

Les responsables du Parti et du gouvernement sont conscients de ces problèmes, d'ailleurs largement débattus lors des assises. M. Larbi Youssef, responsable du Département Organisation du FLN, admettait les dangers qu'il y avait à mettre sur pied des sociétés nationales plus poussées dans leur intégration que dans le secteur capitaliste. Mais « il fallait, ajoute-t-il, éliminer le secteur privé de l'environnement amont et aval du secteur socialiste ». Un des remèdes à ces carences, précise-t-il encore, réside dans « le contrôle des élus des travailleurs du secteur socialiste sur ces offices ». Propos que l'on pourrait commenter par la conclusion de l'article déjà cité d'*Algérie-Actualité* : « Ce qui est positif, mais avant de pavoiser, il convient d'attendre l'application effective de ces mesures ».



Elections dans un domaine autogéré.

Les problèmes de fonctionnement ne sont pas les seuls du secteur agricole. A voir l'importance et la haute technicité des réalisations industrielles, on est en droit d'interroger les dirigeants algériens sur le risque qu'ils prennent de créer une coupure entre le monde des villes et de l'industrie, relativement aisé, assuré d'un emploi, déjà tourné vers l'an 2000, et un monde rural, prisonnier de l'archaïsme technique et des mentalités, qui ne parviendrait pas à décoller du sous-développement.

« sans le voir »

C'est au niveau des individus eux-mêmes que se trouve la réponse, estime-t-on à Alger : plus que des crédits, c'est un brassage permanent des hommes et des mentalités qui évitera cette coupure dont le danger est effectivement ressenti. « Il ne faudrait pas », nous disait Chérif Belkacem, membre du Conseil de la Révolution et ministre d'Etat, « que l'ouvrier de l'industrie passe à côté du fellah comme le pied-noir à côté de l'arabe : sans le voir » ; les stages effectués en milieu rural par les jeunes du service national et du service civil, ceux particuliers auxquels sont astreints les futurs cadres et en particulier les

membres des professions libérales, sont de nature à favoriser ces contacts et ces liens.

Il faut enfin signaler les efforts particuliers qui ont été accomplis en faveur des wilayas les plus déshéritées, notamment celles du désert, qui bénéficient généralement de conditions de consommation équivalentes à celles des villes.

La révolution agraire engage l'Algérie dans un pari qui ne fait que commencer : la création des nouveaux villages où les habitants regroupés pourront bénéficier des facilités d'exploitation, d'équipement, de formation impossibles à assumer pour l'économie algérienne dans une structure d'habitat dispersé sera l'un des éléments essentiels de ce pari. 1.000 sont prévus pour l'ensemble du plan qui commence, dont 100 pour 1973 répartis dans toutes les wilayas. Si les investissements publics ne sont dirigés qu'à 15 % vers l'agriculture (contre 45 % vers l'industrie), la mobilisation humaine, celle des ouvriers et des étudiants, semble être tout entière mise au service du monde agricole : et là où l'observateur étranger s'attache surtout à déceler les risques et les dangers, il s'entend répondre que cette mobilisation n'est sûrement pas le moindre des atouts de ce pari agraire.

● vers le pouvoir aux travailleurs ?

Il est un peu voûté, comme impressionné par sa charge, un peu timide et hésitant ; il est âgé d'une trentaine d'années et dessinateur dans l'un des bureaux de la S. N. Metall (Société Nationale de Métallurgie), la première entreprise où la nouvelle charte de la gestion socialiste des entreprises a été mise à l'essai. Il est président de « l'assemblée des travailleurs », c'est-à-dire du conseil élu par l'ensemble du personnel de l'unité, et les nouveaux textes en font une sorte de nouveau PDG pour tout ce qui concerne la politique générale de l'unité...

LES bouleversements institutionnels qui affectent l'industrie ne sont pas moins grands que ceux qui changent les structures agraires : la charte prévoit l'élection dans toutes les entreprises du secteur socialiste (la majeure partie de l'industrie sauf pour le bâtiment et les travaux publics) « d'assemblées de travailleurs », élus par le « collectif des travailleurs » (l'ensemble du personnel) pour prendre en charge, au travers de cinq commissions statutaires, l'ensemble des problèmes financiers, de formation, d'œuvres sociales et culturelles, d'hygiène et de sécurité, de discipline. Ces assemblées comprennent de 7 à 25 mem-

bres selon la taille de l'unité, les élections ont lieu chaque année à bulletin secret sur une liste comprenant deux fois plus de candidats que de postes à pourvoir, les membres en sont rééligibles ; pour être candidat, il faut obligatoirement être syndiqué à l'U.G.T.A. (depuis au moins un an) et en général être militant du F.L.N.

A la S.N.Metall où a été mise en place la première des assemblées du nouveau système, 90 % des travailleurs sont syndiqués. Il y avait 46 candidats à la candidature, 22 ont été retenus par une commission des candidatures composée de deux représentants du parti, deux du syndicat,

Un prodigieux développement industriel.





CHÉRIF BELKACEM, ministre d'Etat.

deux de la direction, et 11 ont finalement été élus. La plupart sont chefs de service et l'assemblée ne comprend que 50 % d'ouvriers alors qu'ils représentent les trois-quarts du personnel, mais il y a un taux d'analphabétisme dans leurs rangs qui dépasse les 50 %. L'Assemblée ainsi élue se confond avec le Conseil syndical et le Président est en même temps secrétaire syndical (le texte de la charte dit : « Le secrétaire de la section syndicale est éligible à la présidence de l'assemblée des travailleurs... ») mais sur les onze unités que comporte l'entreprise, il y a trois assemblées où ce cumul n'existe pas.

l'exercice du pouvoir

A travers les commissions, et notamment la commission économique et financière, les représentants des travailleurs sont associés à l'ensemble des problèmes de production, à la gestion courante et notamment à la conclusion des marchés. Ces commissions qui se réunissent chaque semaine peuvent avoir une activité certaine et contrôler le directeur dont l'autorité était jusque-là sans partage.

A ceux qui restent sceptiques devant cette démocratisation venue en quelque sorte du sommet, on répond qu'il ne faut pas vouloir des choses contradictoires, et notamment que les travailleurs, dont la formation reste très limitée, ne prendront pas de part effective à la gestion s'ils n'y sont pas d'abord associés. Ce contrôle populaire, disait Larbi Youssef, est formateur politiquement : « il faut mettre un terme à l'omnipotence de la direction, il faut habituer les technocrates à se mettre sous le contrôle des travailleurs. Dans une première période, nous n'avons pas le choix, il fallait que les usines tournent ; maintenant, et c'est là le rôle du parti, il faut faire prendre conscience aux masses populaires pour qu'elles accèdent à l'exercice du pouvoir ».

On peut aussi s'inquiéter de la confusion que ces nouvelles structures vont engendrer en associant aussi étroitement le syndicat à la gestion de l'entreprise : ne risque-t-il pas de perdre sa force de contestation et la confiance des travailleurs ? La réponse des dirigeants de l'U.G.T.A. sur ce point est dépourvue d'ambiguïté : « nous sommes un syndicat au pouvoir ». S'ils ne contestent pas les fondements du régime, ils refusent éga-

lement la collaboration soumise ; il reste des revendications des travailleurs, sur l'établissement d'une grille unique des salaires au plan national par exemple, c'est notre rôle de syndicat de les faire aboutir en négociant avec le Parti et le gouvernement.

On retrouve à tous les niveaux de direction du pouvoir algérien cette même démarche pragmatique : il faut adapter ce que nous avons hérité de la situation d'après l'indépendance en fonction des données concrètes et non pas d'après des schémas. Partout en Algérie vous constaterez la même attitude, disait un des responsables du ministère de l'Information et de la Culture : la pratique d'abord, la théorie ensuite. « Nous sommes conscients d'avoir mis sur pied des monstres », disait encore Chérif Belkacem ; « regardez une société de la puissance de la SONATRACH, par exemple ; mais il fallait à tout prix éviter de subir le sort du Dr Mossadegh (1). Et la nationalisation des hydrocarbures a été un succès, un puissant ballon d'oxygène pour l'économie algérienne. Mais s'il faut corriger, nous corrigerons ».

La mise en place des structures nouvelles dans l'industrie et l'agriculture, la préparation du 2e plan quadriennal : c'est un peu l'heure des

corrections, 10 après l'indépendance et 10 avant cet horizon 1980 qu'évoquent tous les dirigeants. L'objectif majeur de ces années 80 est la possibilité de donner un emploi par famille à tous les Algériens, ce qui passe par la création de 200.000 emplois en dehors de l'agriculture. La planification est une des armes essentielles de ce développement ; pourtant, elle est loin d'être systématisée et les « cellules de planification » ne sont pas encore toutes mises en place dans les entreprises ou les communes. Au Secrétariat d'Etat au plan, on sait qu'il reste beaucoup à faire en ce domaine pour aboutir à une réelle décentralisation des décisions, qui puisse permettre une discipline de planification librement assumée.

Ces quelques lignes n'ont pas la prétention d'offrir un tableau exhaustif de ce qu'est l'Algérie d'aujourd'hui



Le troisième défi...

ni de l'ensemble de ses perspectives. Nous nous sommes contenté de présenter sur deux points, mais combien importants, les défis lancés par le socialisme algérien. L'impression dominante est qu'un peu partout, dans des institutions diversifiées — les entreprises, le secteur agricole, les assemblées populaires de communes et de wilayas, les comités de quartier qui se mettent en place dans certaines villes — les masses populaires vont pouvoir faire l'apprentissage, pour reprendre l'expression de Larbi Youssef, « de l'exercice du pouvoir ». La décentralisation des décisions, au niveau de l'exécution, ne semble pas un leurre : c'est même, tout compte fait, une des conditions essentielles de leur bonne application.

incompétence et responsabilité

Les grandes orientations nationales restent cependant l'apanage du Conseil de la Révolution, même si cela se fait après une vaste discussion et une large circulation des projets, comme on nous l'a assuré. Tant que ces orientations d'ailleurs, restent celles définies par le congrès de la Summam du FLN en 1956 ou la charte de Tripoli des années 60, cela ne pose pas de problème majeur. Mais quand ces objectifs auront été atteints, quand le décollage économique aura assuré un revenu et une formation minimum à l'ensemble de la population ? Il faudra alors à nouveau corriger, adapter, modifier, parce que l'on n'apprend pas impunément au peuple à exercer un pouvoir qui, par définition, ne se partage pas.

C'est là le troisième défi, implicite, le troisième pari sur les capacités d'adaptation de l'Etat, de l'administration et du Parti. Une boutade permet de croire que c'est possible ; celle que Chérif Belkacem lançait un jour à un journaliste étranger s'étonnant du jeune âge et s'interrogeant sur les compétences des ministres algériens : « après l'Indépendance, répondit-il, nous nous retrouvons avec deux sortes de gens ; des gens compétents dont on a fait des professeurs, des médecins, des ingénieurs ; et des gens incompetents dont on a fait des responsables »...

J.F. M. ■

(1) Premier ministre iranien, le Dr Mossadegh avait été renversé par la CIA pour avoir voulu nationaliser les pétroles en 1954.

● Congo :

après la mort d'Ange Diawara

Ange Diawara est mort. C'était un des pionniers de la révolution au Congo, un de ceux qui avaient permis le renversement du régime de Maseмба Debat, tout acquis aux intérêts colonialistes français et la formation de la République Populaire du Congo. Très vite, Diawara, qui conservait un grand prestige auprès des jeunes et de certains militants, s'était opposé au chef de l'Etat Maryen Ngouabi pour des raisons politiques, mais aussi, semble-t-il, par rivalité personnelle.

En février 1972, c'est sur le plan militaire et non sur le terrain politique que le différend entre les deux hommes avait été porté. Ngouabi remportait cette première épreuve de force, mais Diawara prenait le maquis et tentait de soulever une partie de la population

contre le gouvernement en profitant de rivalités tribales. Au moment où il a été tué, Diawara était soupçonné d'avoir cherché un appui auprès de Kinshasa et d'avoir ainsi joué un rôle dans de sombres affrontements entre les intérêts capitalistes français et américains en Afrique.

Au cours de ces derniers mois, Diawara avait reçu l'aide de quatre coopérants français qui critiquaient l'action du gouvernement Ngouabi, à qui ils reprochaient de ne pas être assez révolutionnaire. Arrêtés, ils ont été mis en liberté le 18 avril par la Cour Révolutionnaire de Justice de Brazzaville. Refusant toute mesure de répression à leur encontre, la Cour a rendu hommage - ... à leur courage militant... - et à « ... leurs libres déclarations au cours de l'audience (qui) ont ainsi permis à l'opinion congolaise et internationale d'être mieux informées », tout en estimant que ces militants n'ont pas essayé de comprendre la réalité de la situation congolaise et qu'ils ont inconsciemment joué un rôle dans un conflit qui les dépassait.

C'est probablement la première fois dans l'histoire qu'un tribunal, dans une affaire de ce genre, rend une décision fondée sur des arguments de nature politique et traite des étrangers inculpés pour atteinte à la sûreté de l'Etat comme des militants d'une même cause anti-impérialiste avec lesquels le débat doit se situer sur le plan politique. Il faut espérer que la même attitude sera

adoptée envers les inculpés congolais dont beaucoup ont, par rapport à leurs camarades français, l'excuse de n'être pas des militants très formés et capables d'apprécier les conséquences politiques de leurs actes.

questions posées

Aujourd'hui, une page est tournée à Brazzaville, mais Ngouabi va devoir maintenant affronter des problèmes encore plus graves et pour lesquels il n'existe aujourd'hui que des interrogations : quelle peut être la marge de manœuvre du pouvoir au Congo face aux différents impérialismes qui s'affrontent mais aussi se prêtent assistance en Afrique ? quelles options vont être faites pour tenter d'échapper à l'empire néo-colonialiste ? sur quelles couches de la population le gouvernement congolais va-t-il s'appuyer ? comment pourra-t-il organiser la mobilisation politique de la population qui peut devenir nécessaire pour faire face aux pressions dont il va être l'objet ?

Quelles que soient les réponses à ces questions, le PSU continuera d'apporter au peuple congolais toute l'aide dont il sera capable dans sa lutte contre l'impérialisme et pour le développement du socialisme.

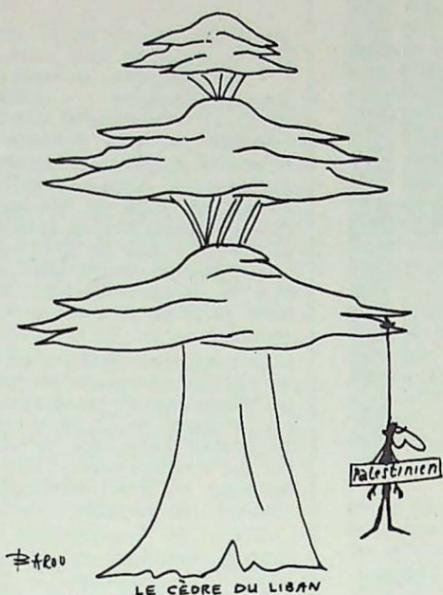
Bernard JAUMONT. ■

● Europe : la médiocrité

Le week-end du 1^{er} mai a été l'occasion de rappeler à ceux qui rêvent que l'avenir de l'Europe est surtout lié au prix du bifteck. Certes, il est facile d'ironiser sur les sordides marchandages de Luxembourg en oubliant la réalité des difficultés des agriculteurs peinant pour maintenir intacts leurs maigres revenus. Mais même sur ce terrain, la réalité du Marché commun n'est pas exaltante : le ministre Chirac peut se vanter d'avoir défendu mordicus l'agriculture française, il ne changera pas le fait qu'il y a plusieurs agricultures en France. Les nouveaux prix en hausse qu'il vient d'obtenir de ses partenaires européens, valables aussi bien pour les grandes exploitations que pour les petites, vont permettre aux premières de réaliser des profits considérables et les mettre en position d'absorber un peu plus les secondes. Les petits exploitants, eux, ne trouveront dans ces nouveaux prix qu'un ballon d'oxygène temporaire leur permettant de faire face à l'augmentation des coûts de production (engrais, machines agricoles, etc.).

La campagne française va ainsi continuer son chemin vers le désert, perdant tous les ans 4 % de sa population active. A Luxembourg, les petits ont gagné un maigre répit supplémentaire, les gros ont gagné beaucoup de bénéfices futurs et l'Europe a gagné en médiocrité. Si cela est encore possible.

25
ans



Beyrouth 73, comme Amman 70. La Résistance palestinienne est décidément trop gênante pour pouvoir être tolérée longtemps par les régimes arabes. Et, confrontée au même problème, la république bourgeoise du Liban réagit avec la même brutalité que la monarchie féodale de Jordanie.

Après le raid israélien sur Beyrouth, nous dénonçons ici même la complicité tacite du gouvernement libanais avec le terrorisme sioniste. Pour ceux qui douteraient encore de cette évidence, il n'est que de se rapporter aux articles de la presse de Tel-Aviv commentant les affrontements actuels entre feddayin et armée libanaise.

« Nous avons déclenché le processus par le raid spectaculaire sur Beyrouth. C'est maintenant au tour des autorités libanaises de finir le travail », déclarait notamment un « observateur politique ». Et ce que les observateurs politiques de Tel-Aviv disent tout haut n'est rien d'autre que ce qui se chuchote dans les conseils de cabinet du gouvernement Golda Meir.

Pendant qu'en Israël se célèbre, dans l'arrogance des défilés militaires le 25^e anniversaire de l'Etat sioniste, les 300.000 réfugiés palestiniens installés au Liban vivent dans le sang, la terreur et les larmes, ce qui pour eux aussi est un anniversaire, celui de leur expulsion.

La Résistance palestinienne, dans ces dernières années notamment, a peut-être commis des erreurs, mal évalué les rapports de force. Il ne nous appartient pas d'en juger, et surtout pas en ce moment. Dans les circonstances actuelles, notre soutien ne peut être qu'entier et notre solidarité doit saisir chaque occasion de se manifester. Nous sommes tous des Palestiniens.

B. L. ■

• Watergate : les larmes du scandale



« Nixon le tricheur ». Depuis le début de sa carrière politique, celui qui est devenu le chef du plus puissant Etat du monde traîne avec lui ce triste sobriquet. Ce n'est pas la première fois qu'il vient pleurer à la télévision pour apitoyer la majorité silencieuse. Déjà en 1952, alors qu'il était candidat à la vice-présidence aux côtés d'Eisenhower, on l'avait soupçonné de financer curieusement sa campagne électorale. A l'époque, la méthode de l'apitoiement télévisé avait eu de bons effets.

Cette fois-ci, il n'en a pas été de même. Et personne ne peut dire aujourd'hui quelles conséquences directes aura l'affaire Watergate sur la suite du mandat présidentiel de Nixon.

Mais, plus profondément, il est sûr, que le système politique américain tout entier a subi un échec auprès de son propre public. Certes, en permettant qu'une affaire comme celle-ci ne soit pas étouffée, le régime libéral a ses avantages que la dictature bureaucratique ou militaire n'a pas. Mais, pour un scandale qui éclate, combien restent enfouis ? Combien de truquages qui jettent un certain trouble sur la manière dont des gangsters de haut vol se font élire Président ?

J.G. ■

lycée : poursuivre...

Des centaines de milliers de jeunes dans la rue, des semaines de grève... et maintenant ?

Nous posons cette question dans le dernier « TS » en espérant que la mobilisation continuerait, même sous d'autres formes, mais la répression a été trop forte pour les lycéens : les uns ont peur pour leurs examens, les autres pour les allocations et les bourses. Résultat : seules les universités se sont mobilisées avec quelques lycées isolés. Alors, que faire ?

Notre lutte n'a pas été vaine, la mobilisation qui a eu lieu a permis une importante prise de conscience d'une partie de la jeunesse non politisée, contre l'école, l'armée, l'usine... Mais alors, maintenant, que vont faire ces jeunes, va-t-on les laisser retourner, comme avant, en cours, va-t-on les laisser affronter individuellement une force beaucoup plus forte qu'eux ? Non, bien sûr, et c'est là que notre rôle intervient car c'est à nous de développer cette prise de conscience, d'appuyer les aspirations de ces jeunes pour qu'ils ne

se sentent pas isolés, et d'expliquer ce que représente pour nous le contrôle sur l'école.

Aujourd'hui, nous devons donner aux lycéens les moyens de lutter, et notamment sur le problème de l'armée. Isolés, ces jeunes passeront par la machine qu'est le service militaire et deviendront ce qu'elle veut qu'ils deviennent. C'est pourquoi nous avons proposé d'organiser des réunions de préparation militaire, visant tout d'abord à expliquer, en détail, ce qu'est le service national (classes, uniformes, cheveux courts, salut aux chefs, etc.), à quoi il sert et comment nous pouvons y résister, explication par des copains qui l'ont vécu, développement des différentes formes d'action (insoumission, objection de conscience, lutte dans l'armée...).

Ceci est actuellement le seul moyen de poursuivre l'action antimilitariste de masse. Ce débat doit être pris en charge par le mouvement de masse lycéen, collégien... Ces réunions d'information permettront aux camarades de dire NON à un an de décevalage.

Pierre CELIS. ■

le combat des auxiliaires

La situation des auxiliaires dans l'Education Nationale s'aggrave constamment : 4 000 MA au chômage prévus à la prochaine rentrée. Des milliers de licenciés d'enseignement sans emploi.

Les MA en exercice constituent une main-d'œuvre sous-payée, surexploitée (même travail, même « qualification », même responsabilité pour un salaire 2 fois moindre), sans aucune garantie d'emploi, licenciable du jour au lendemain sans indemnité ni préavis... sans motif ! — cible privilégiée de la répression.

L'existence de ce corps d'auxiliaires fait de l'Education Nationale la plus grosse entreprise d'intérimaires du pays.

La solution pour les non-titulaires ce n'est pas les concours.

Moins de 2 MA reçus sur 100 MA candidats à l'agrégation et,

depuis les dernières années, même proportion au CAPES.

La solution, ce n'est pas non plus un quelconque plan de résorption de l'auxiliaire. Au rythme du précédent, il faudrait 30 ans pour titulariser tous les MA... sans nouveau recrutement !

A bas les concours !

Titularisation immédiate !

A travail égal, salaire égal !

La semaine du 10 au 16 mai n'est qu'un moment de la lutte des auxiliaires. Il faut faire une semaine d'action.

Popularisons la lutte auprès de tous les enseignants, des élèves, des parents et des travailleurs.

Diffusons leur brochure (1).

Manifestons avec eux mardi 15 à 15 h à partir de Jussieu.

Secteur Ecole-Formation ■

(1) En vente à la librairie de « TS ».

La source de la liberté

P. J. Oswald



Haniel Long. La merveilleuse aventure de Cabeza de Vaca suivi de Malinche.

Préface par Henry Miller. Récits traduits de l'américain. 128 p. 9,90 F.

« Un admirable diptyque sur la conquête du Mexique. » Yves Berger (« Le Monde »).

Hermann Hesse (Prix Nobel 1946). Demian.

Récit traduit de l'allemand. 176 p. 12 F.

« Un roman contemporain où la crise de la civilisation bourgeoise est directement analysée. » Jacques Brenner (« Paris-Normandie »).

Albert Cossery. Les hommes oubliés de Dieu.

Nouvelles. 128 p. 9,90 F.

« Aucun écrivain vivant n'a décrit de façon plus poignante et plus implacable la vie de ceux qui forment l'immense foule engloutie. » Henry Miller (« Accent »).

Knut Hamsun (Prix Nobel 1920). Pan.

Roman traduit du norvégien. 176 p. 12 F.

« Pan raconte une histoire d'amour, l'une des plus belles du monde... » Gilles Lapouge (« Le Figaro littéraire »).

Honoré de Balzac. Séréphita.

Récit. 176 p. 15 F.

« ...l'un des livres les plus uniques de toute la littérature. » Henry Miller (« Les livres de ma vie »).

Henry Miller. Le temps des assassins.

Essai sur Rimbaud, traduit de l'américain. 168 p. 15 F.

« ...aucun reproche ne tient en regard de la vérité qui habite ce portrait de Rimbaud. » François Bott (« Le Monde »).

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75 005 Paris/033 90 07

ou La solution intégrale

CFDT et planification

Le livre de Jean-Pierre Oppenheim, paru récemment, sur « la C.F.D.T. et la planification » avait déjà Jacques Gallus, qui expliquait pourquoi : « On attendait un livre de fond, on ne trouve qu'une somme de documents » (TS 575). Ce n'est pas l'avis d'Yves Pélissier qui trouve au contraire que ce petit livre est important.

Ce livre est la première histoire de la C.F.D.T. digne d'intérêt. Pour écrire l'histoire d'une organisation venue de l'Évangile à l'autogestion, il fallait faire un gros travail de citations et de commentaires. Il est vrai que cela a moins de saveur que les mémoires de tel ou tel secrétaire général. Mais comment écrire une histoire collective autrement qu'à travers un minimum de décisions collectives? Jean-Pierre Oppenheim l'a fait. C'est pour cela que nous portons sur ce livre une autre appréciation et que nous invitons à le lire.

l'analyse d'une évolution

Le titre ne traduit pas exactement l'intérêt du livre. Il s'agit en fait de l'analyse de l'évolution de la centrale depuis sa création en 1919, à partir d'un thème : la planification.

L'auteur nous livre donc une véritable histoire de la C.F.D.T. : derrière le débat sur la planification, c'est en permanence celui sur l'organisation économique du pays et sur le rôle de l'État capitaliste qui est présent.

C'est sur ces questions que se sont faits dans une confédération ouvrière, les clivages de fond et les véritables évolutions. Les der-

nières lignes de l'introduction de l'ouvrage l'explicitent clairement : « Si donc, aujourd'hui, la C.F.D.T. peut exprimer des idées de fous » en tant qu'organisation de masse, c'est probablement parce que, héritière du christianisme, elle n'a pas hésité non pas à renier son héritage, mais à en sélectionner ce qu'elle jugeait fondamental tout en puisant dans les expériences de la classe ouvrière d'autres éléments pour se donner une doctrine propre. »

« Le thème de la planification a été l'abri où s'enrangeait la récolte ! »

L'héritage, c'est la doctrine sociale chrétienne. Ses implications et ses conséquences sont longuement analysées au travers des réactions de la C.F.T.C. sur la planification française. Hostile « a priori » contre toute forme de plan symbolisant l'interventionnisme d'État et le dirigisme, la C.F.T.C. a progressivement évolué sous les pressions conjuguées de sa minorité et de sa base : elle

se trouvait confrontée dans l'action à l'État capitaliste.

Il ressort clairement du livre de Jean-Pierre Oppenheim que c'est en 1959, lors du débat sur la planification démocratique que s'est faite la vraie évolution. Elle s'est traduite en 1964 par le changement de sigle : le rapport « pour une planification démocratique » a comblé le vide laissé par l'abandon définitif de la référence à la doctrine sociale catholique.

Le plan, dès lors, a joué pour la C.F.T.C. un rôle de révélateur ; il l'a obligée à faire de la technocratie, mais il l'a amenée du même coup à faire l'analyse du système capitaliste en profondeur.

La C.F.D.T. va ensuite prendre conscience au travers de sa pratique, dans l'action, des obstacles que le capitalisme porte en lui. Dès lors, la porte est ouverte à une réflexion sur le socialisme. Ceci explique la rapidité de l'évolution de la réflexion de cette organisation.

Pour l'auteur, c'est de ce terme de « démocratique » accolé à « planification » qu'est née la recherche qui a conduit à l'autogestion.

« A partir de l'idée de planification pour réformer le capitalisme, la C.F.D.T. y a ajouté le qualificatif de démocratique pour réagir contre les méfaits du socialisme centralisé et aboutir ainsi à l'idée d'autogestion. »

Yves PELISSIER. ■

• la Sarah Bernhardt de la bande dessinée

Les lecteurs du « Nouvel Observateur », de « Charlie » et d'« Hara-Kiri » (mensuels), connaissent bien la dame assise de Copi, celle qui déclarait dans un précédent recueil : « Je suis la Sarah Bernhardt de la bande dessinée... La voilà dans « Le dernier salon où l'on cause » (1), sorte de « charme discret de la bourgeoisie » en dessins, où s'exprime la mélancolie parfois sordide d'une bourgeoisie qui ne possède plus, au fond, que le langage. Même si, cosmopolite, elle parle plusieurs langues pour donner, assise de son salon, des ordres à sa nombreuse domesticité, elle n'admet pas que parlent les vases, que parlent les fleurs : « Elle doit se croire la propriétaire du langage, cette dame ! » Et comme elle ne supporte pas qu'on lui conteste la



dernière chose sur laquelle elle croit encore exercer un droit de propriété, elle s'éteint d'un arrêt du cœur. Misérablement. Un jour de fête. Tenez, c'est trop triste de voir la bourgeoisie disparaître ainsi...

T. M. ■

(1) COPI, Le dernier salon où l'on cause, collection « Bête et méchante », Editions du Square, 62 p., 11 F.

haro sur la justice !

C'ÉTAIT peu de temps après la grève du Joint Français, au beau milieu de celle des Nouvelles galeries : « l'affaire de Bruay » est venue occuper cinq colonnes à la « une » de la grande presse — fort opportunément... Et puis, un petit juge s'étant mis dans la tête qu'un notaire pouvait être un coupable et que la justice ne devait pas rester dans le secret des cabinets et la poussière des dossiers, on passa bien vite à autre chose.

Le mouvement lycéen s'est interrompu le temps des vacances de Pâques mais le gouvernement est incapable de se dépatouiller des grèves ouvrières — la situation est « insaisissable », titre un quotidien. « L'affaire de Bruay » rebondit : le coupable a avoué !

Et tous les bien-pensants qui naguère tremblaient à la pensée qu'un notaire aurait pu... — Seigneur, chassez bien vite cette idée horrible de notre tête ! — relèvent aujourd'hui la tête : la justice que vous qualifiez de « bourgeoise » est peut-être faillible, disent-ils, mais elle finit bien par être la justice... Et ils montrent du doigt les femmes des mineurs qui voulaient, les criminelles, « lyncher » le bon notaire, parlent d'une nouvelle affaire Dreyfus (1), demandent haut et fort que l'on sanctionne ce jugeaillon sans scrupules qui a traîné dans la boue et dans la presse un homme aussi respectable que le notaire de Bruay. Le Rotary-Club respire : le coupable a avoué !

Fini les réserves : inutile de rappeler plus longtemps comme on le faisait si scrupuleusement du temps que le notaire était en prison qu'un inculpé est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, et que l'intime conviction d'un juge d'instruction ne saurait constituer une preuve... A quoi bon ? Puisque le coupable a avoué !

Imaginez un instant que le premier suspect ait été un mineur ou un immigré : pensez-vous qu'on aurait cherché d'autres pistes, essayé à toute force de trouver un autre suspect ? Allons, la cause était entendue.

Et vous viendriez nous donner des leçons de justice ?

Nous nous étions élevés, ici même, contre ceux qui, dans la presse de gauche et d'extrême-

gauche, dressaient trop facilement l'équation « bourgeois donc assassin », comme chaque jour en audience, les juges, en leur âme et conscience de classe, font de l'ouvrier un présumé coupable.

Et même si l'on comprend plus aisément que celle des journalistes parisiens la haine des travailleurs de Bruay pour qui maître Leroy incarne l'horreur de la bourgeoisie et le crime lentement distillé de la condition de mineur, nous disons, simplement mais fermement, que cette haine n'a rien à voir avec la justice populaire.

La justice populaire n'a rien à voir avec les instincts : et il y a, sans aucun doute, suffisamment de choses à reprocher à M^r Leroy sans le charger d'un crime s'il ne l'a pas commis. La justice populaire ne doit pas être une injustice commise par le peuple comme la justice bourgeoise est une injustice rendue par des bourgeois.

A ceux qui évoquent l'image d'Alfred Dreyfus, nous redisons ce qu'affirmait alors Jean Jaurès : la cause du socialisme n'a rien à gagner à la condamnation d'un innocent — fût-il bourgeois, officier ou notaire.

La justice que nous voulons n'a rien à voir avec la haine, avec l'arbitraire (2), avec les privilèges, avec le secret. Elle doit se garder en tout cas de traiter quelqu'un en coupable à cause de sa condition sociale... ou de ses aveux.

Thierry MORUS ■

(1) Et qui parle d'autant plus facilement d'affaire Dreyfus qu'à l'époque ils auraient probablement été anti-dreyfusards, mais que, Dieu merci, M^r Leroy n'est pas juif. Pas vrai, Thierry Maulnier ?

(2) Elle n'a donc rien à voir non plus avec la dernière trouvaille des geôliers du peuple tchécoslovaque : la « surveillance post-pénitentiaire » pour les éléments « douteux » ou de tendance asociale. Il ne reste plus aux normalisateurs qu'à inventer la surveillance pré-pénitentiaire pour avouer que leur régime est tout entier celui de la détention préventive.

en feuilletant la télé ...

hormones, pétrole, plastique

Je mange pour vous, 30 avril, 2^e chaîne

A propos, Père Ubu, ce chou-fleur à la merdre... il n'est pas si mauvais !

Bien inquiétants ces ingénieurs qui cherchent à nous fournir des œufs dont la teinte de jaune peut être obtenue à la demande des clients suivant un « nuancier » (comme pour les peintures) — nous, pour les poules, on conseille comme nourriture les puces de mer (pour avoir des œufs avec un jaune rouge)... c'est plus sain et de plus, c'est vrai !

Ces messieurs bien sérieux nous proposent aussi des poulets nourris à base de produits industriels, des viandes provenant d'animaux élevés en cage, qui n'ont jamais connu les délices de brouter l'herbe grasse des prairies et que l'on tue froidement d'un coup de revolver dès qu'ils ont atteint la gros-

seur voulue par l'ordinateur et qu'ils ont mis la patte hors de leur cage. Adieu, poulets de grains, moutons de prés salés ! Sous des noms flatteurs dus à la fertile imagination des spécialistes du marketing et de la publicité, on vous offre des produits alimentaires sans saveur, à la chair flasque et anémique... ou plutôt si, au goût si savoureux de poisson douteux ou d'essences pétrolières !

Le poulet aux antibiotiques existe et sur lui, on a même essayé des expériences pour la croissance des volatiles ! Déjà, la raffinerie de Laverne se met au travail pour produire de la levure de pétrole (12.000 tonnes de protéines produites par an). L'élevage industriel est plus sûr que le petit élevage et les hormones contrôlées, c'est très bon pour tout le monde, animaux et humains, nous assure l'inspecteur général de l'INRA — à voir ! Hormones, pétrole, plastique, papier journal...

vont constituer l'essentiel des aliments pour animaux...

On a voulu nous montrer une « vraie » ferme (où la volaille se nourrit sur le tas de fumier). Mais, ou bien les fermiers étaient mis en condition pour ne rien dire, ou ils jouaient la comédie... Rien de clair n'est ressorti des quelques paroles émises — inaudibles d'ailleurs —. Et pourtant, des paysans qui ont quelque chose de concret à dire, ça existe en France (au PSU on en connaît même pas mal).

On comprend que devant ces « glorieux » résultats, des jeunes désirent revenir à une agriculture biologique, plus saine pour tous. Le progrès d'accord... Mais est-ce de progrès qu'il s'agit — ou de profit ? — En tout cas, ni la santé, ni le plaisir des consommateurs n'entrent en ligne de compte.

Heureusement que l'émission passait à 22 h 30. Nous avions fini de dîner...

Françoise CLAIRE ■

PIERRE GUIDONI HISTOIRE DU NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

26F

JEAN-PIERRE OPPENHEIM LA C.F.D.T. ET LA PLANIFICATION

histoire de la CFDT

25F

MAURICE CATANI L'ALPHABÉTISATION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS

26F

REGINE BURFIN LE FRANÇAIS POUR TOUS

25F

du totalitarisme

- VIOL EN PREMIERE PAGE, film franco-italien de Mario Bellochio, avec Gian-Maria Volonte.
- DUEL, film américain, avec Dennis Weaver.
- LE LIMIER, film anglais de Joseph Mankiewicz, avec Laurence Olivier et Michael Caine.

Gian-Maria Volonte est décidément un extraordinaire pédagogue politique : son nouveau rôle de directeur d'Il Giornale dans « Viol en première page » ne fait que le confirmer. Fond de tableau : l'Italie des élections, avec la remontée du MSI, le parti néo-fasciste d'Amirante qui proclame la vertu de tout ce qui est italien. Profondément conservateur et s'affichant tel, ultra-réactionnaire et fier de l'être, Il Giornale est une sorte de « Milanais libéré » : au cours d'une manifestation, il est pris comme cible d'un petit groupe de révolutionnaires. Quelques bombages, quelques vitres brisées, quelques murs noircis par un cocktail Molotov : à titre d'avertissement.

Il Giornale tente de se poser en martyr de la liberté de la presse, mais c'est insuffisant à faire taire les accusations de la presse progressiste contre le puissant industriel qui le possède et qui est accusé de financer les « squadri » des néo-fascistes.

presse pourrie

Il faut alors jouer d'audace : la fille d'une sommité du monde médical est retrouvée assassinée après avoir été violée dans un bois proche de la ville. Il se trouve qu'elle avait des fréquentations dans les milieux gauchistes : c'est alors que se met en route l'implacable mécanique par lequel Il Giornale va livrer en pâture à l'opinion un jeune révolutionnaire dont il fera un assassin.

La démonstration est impressionnante : quelle belle leçon de presse pourrie ! Vous y verrez comment, au « Milanais libéré », on fabrique un titre, on réécrit les articles, comment on manipule sciemment un public populaire à des fins électorales. C'est peut-être même parfois trop didactique pour être totalement passionnant : mais si vous connaissez des lecteurs de la grande presse qui y croient encore, conseillez-leur d'y courir. Ça ne leur fera que du bien !

« Duel » n'a en apparence rien du film politique : il y est en effet fort peu question de lutte des classes... C'est un époustouffant film de suspense, la course folle, sur une autoroute américaine, d'une voiture poursuivie par un camion qui veut l'écraser. Pourquoi ? C'est justement la question sans réponse. Et l'intérêt politique du film est dans son existence même, souligné d'ailleurs par deux ou trois bribes de conversation téléphonique ou d'émission radio. C'est un peu la version américaine d'« Orange mécanique » : une civilisation irrationnelle qui donne naissance à une violence que rien n'explique, que rien de logique ne peut justifier et qui est condamnée à s'auto-détruire parce qu'elle a perdu le sens même de la vie... C'est l'essence du totalitarisme : il est significatif que ce soit l'automobile le vecteur de cette mort. On peut n'y voir que l'intérêt de l'aventure : la construction est prodigieuse et la tension sans faille ; on peut aussi songer à la course à la mort suscitée par une névrose collective d'une société. Pour payer un frisson...

« Le limier » est, au contraire, la construction mathématique, savante comme une partie d'échecs, de la lutte des classes. Dans cet extraordinaire affrontement de deux hommes, l'un issu de la haute



aristocratie britannique, avec sa fortune, ses valeurs, son mépris souverain de tout ce qui n'est de sa caste, l'autre fils d'immigré qui a abandonné jusqu'à son nom pour pouvoir réussir et qui n'a connu que la lutte, il n'y a pas que l'intrigue policière, au demeurant admirable dans ce ludisme de la mort (cette construction en abîme comme celle du miroir qui réfléchit le miroir qui...), il y a également le stade suprême de la haine de classe.

humiliation

Deux mondes, deux codes de valeur qui s'excluent : l'honneur, le sens du jeu, tous mots qui n'ont aucun sens pour « le Rital ». L'humiliation, par contre, il connaît : cela fait partie de son enfance de métèque. Et il l'enseigne à l'aristocrate. Dans le cadre indicible de ce manoir anglais cloîtré dans son labyrinthe de buis et peuplé d'automates à musique, voilà une leçon qui ne se mesure.

Par quelque bout qu'on la prenne, ces trois films font sentir à quel point la société de classe est, par essence, totalitaire. Et qu'elle ne connaît d'autre voie que celle de la violence, d'autre échappatoire que la lutte.

Thierry MORUS. ■

le diable de midi

- Les Noces Rouges, film français de Claude Chabrol.

Ce n'est pas tellement l'allusion aux « amants diaboliques » de Bourgeois qui a fait retarder (après les élections) la sortie du film de Claude Chabrol, que le choix du personnage central, député U.D.R. et impuissant qui transfère cette impuissance dans la politique et bien entendu accessoirement dans l'immobilier.

Ce qui frappe dans le film de Claude Chabrol, c'est la nature des personnages, « leur poids social » et derrière l'histoire ou à travers elle, l'impact percutant de la vie quotidienne dans une petite ville où il ne devrait rien se passer.

Ainsi plusieurs thèmes sont en réalité abordés, mais la conclusion telle qu'elle apparaît dans la dernière image du film est évidente : n'est-il pas monstrueux, que pour baiser et satisfaire leur conception du bonheur la société bourgeoise avec ses rites, sa morale et le poids des traditions amène deux amants à supprimer froidement mari et femme gênants ?

L'humour n'est pas absent, y compris dans la frénésie amoureuse des deux amants ; il permet à Chabrol d'obtenir un effet de distanciation très brechtien accentuant le côté « satire sociale ». Remarquablement interprété par Claude Pieplu, député savoureux, Stéphane Audran et Michel Piccoli, les amants diaboliques à souhait.

J. VERGER.

une sorte de flottement

- La Demande d'Emploi, de Michel Vinaver (1)

LES voix qui, tantôt parlent les unes à côté des autres, tantôt se répondent. Mais, même lorsqu'elles semblent se répondre, en fait, elles ne le font pas. Quatre personnes sont devant nous, si profondément enfoncées en elles-mêmes, que l'aventure qu'est pour chacun sa propre vie est incommunicable.

Un événement a eu lieu. Fage, un cadre supérieur, a perdu son emploi. Il ne s'est pas cramponné : il se croyait indispensable à l'entreprise dont, par des années

d'initiative et de travail, il a assuré l'extension. Blessé dans son orgueil, il a même cru pouvoir démissionner. Il pensait qu'on le rappellerait. On ne l'a pas rappelé.

un homme éclaté

Maintenant, constamment présent sur le plateau, il est un homme éclaté : dans l'appartement où, pas rasé, il traîne de fauteuil en fauteuil ; dans les bureaux de recrutement des cadres où il répond aux questions apparemment dénuées de sens d'un homme si impersonnel qu'il ressemble à un cerveau électronique ; dans la chambre de sa fille qui attend un bébé d'un Noir (il faut songer à la faire avorter) ; et même, par éclaircies, sur les pentes de Courchevel où il se croit encore l'homme d'autrefois, un des puissants de ce monde.

Car, cadre supérieur, il se défend encore financièrement. Les

diverses allocations (chômage, A.S.S.E.D.I.C.) lui assurent un traitement qui permet encore de bien vivre. Mais pour combien de temps ?

Michel Vinaver qui, il y a vingt ans, faisait au théâtre des débuts remarqués — sa première pièce, Les Coréens, était montée presque en même temps à Lyon et à Paris par Roger Planchon et par Jean-Marie Serreau — connaît bien les problèmes de l'entreprise puisque, depuis 1953, il est l'un des cadres dirigeants d'une firme internationale. Sa pièce est le produit d'une expérience et d'une réflexion. Fage, ce puissant saisi par le chômage, est, sur le plateau, un personnage vivant. Il porte au jour un phénomène de notre temps : l'insécurité d'une couche sociale qui, par ses façons de vivre, appartient aux cercles dirigeants, mais qui, par son statut dans la société (les cadres sont des outils aux mains du patronat comme les ouvriers, simplement des outils plus perfectionnés, donc plus coûteux), met une sorte de flottement dans le vieux système de la lutte des classes.

Et c'est là que la pièce de Vinaver apparaît décevante : elle n'apporte aucun élément à partir duquel l'analyse politique pourrait naître.

Il y a un peu plus d'un an, Pierre Joffroy, dans une pièce jouée à Saint-Etienne (3,1416 ou la punition), montrait comment le vieux fossé autour duquel se livre le combat social — fossé maintenu profond par le patronat (« on a élevé toute une catégorie de sujets brillants, de forts en maths pour être des gardes-chiourme au profit d'un système », disait Joffroy) — par la prolétarisation des uns, la prise de conscience des autres, est en train de perdre ses frontières nettes.

L'analyse que faisait Joffroy, Vinaver pouvait la poursuivre. Il se complait au contraire dans une sorte de crépuscule des dieux. Cela donne un spectacle qui a des qualités certaines, mais qui déçoit un peu.

Dominique NORES. ■

(1) Théâtre 347.

REGARDS POLITIQUES

■ MOI Y'EN A VOULOIR DES SOUS, fr., de Jean Yanne. — La classe ouvrière que montre Jean Yanne ne connaît pas les grèves contre le salaire au rendement, le rabol contre les cadences et les petits chefs. Quel rapport avec la vraie ? (cf. T.S. n° 571).

■ THEMROC, fr., de Claude Faraldo, avec Michel Piccoli. — De la révolte contre l'enfer de la société actuelle surgit, comme un cri guttural, le sursaut primitif... (cf. T.S. n° 571).

■ L'AN 01, fr., de Gédé et Jacques Doillon. — L'apprentissage de l'insubordination collective : demain, la prise du pouvoir ? (cf. T.S. n° 571.)

■ ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE, fr., de Gérard Pirès. — L'enfer de la vie en banlieue, la course continuelle, le bruit, la vie dingue ; faut-il en rire ou en lutter ? (cf. T.S. n° 568).

bérer. (Dans TS n° 560.)

■ ETAT DE SIEGE, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. — A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans T.S. n° 567).

■ LE DERNIER TANGO A PARIS, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

OUVREZ LES YEUX SUR VOTRE TELE... DU 10 AU 17 MAI

● Jeudi 10, 20 h 30, 3^e chaîne, « 52 », Roissy-en-France : des problèmes d'environnement et de cadre de vie, une politique, qui vont bien au delà de la région de Roissy...

● Vendredi 11, 21 h 25, 1^{re} chaîne, « 73 », « Trois vérités pour un Brésil », ou « le salaire de l'exil » : entre les brasiers du Brésil et la condition des travailleurs tunisiens en France, quel sort sera réservé par l'ORTF à ces deux reportages ?

● Lundi 14, 22 heures, 2^e chaîne. Dans la série « Portraits de l'Univers », Jean Lallier et Monique Tosello proposent une enquête à Metz : « L'école dans la ville » — où il est fortement question de notre cadre de vie et de prise en main de nos affaires...

(On en parlera plus longuement dans le prochain « TS ».)

● Mardi 15, 20 h 30, 2^e chaîne, « Les Dossiers de l'Ecran » : « El Che », un film américain de Richard Fleischer. Le débarquement à Cuba de Fidel Castro et Che Guevara. Qui participera au traditionnel débat ?

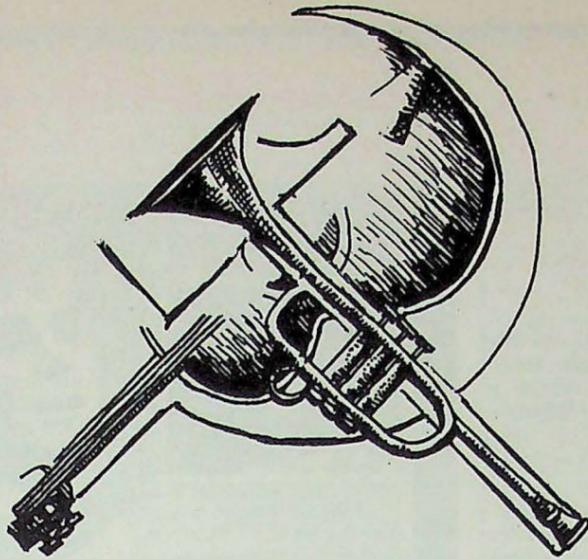
En tout cas, vous pouvez déjà préparer des questions (SVP 11-11). En attendant, relisez les discours de Fidel et les bouquins de Marcel Niedergang...

● Jeudi 17, 20 h 30, 1^{re} chaîne, « Grand Ecran » présente un film de Luis Bunuel : « Le Journal d'une femme de chambre ». A voir ou revoir ce film politique et qui dépeint la société bourgeoise et fasciste (dixit Bunuel).

F. C. ■

TEP
direction guy rorand
théâtre national
26 avril - 31 mai
FRANK V
durrenmatt
17, rue malte-brun - paris-20^e.
m° gambetta - tél. 636-79-09.

**STADE
DE
COLOMBES**



**SAMEDI 26
DIMANCHE
27 MAI**

tous à la fête !

La Fête du PSU de la Région Parisienne aura lieu les samedi 26 et dimanche 27 mai, au Stade de Colombes. Un gros morceau. Une grande fête : Jean Verger interviewe ici Jean Francheteau qui coordonne l'action de la Commission Fête.

— T.S. — La Fédération de la Région parisienne du PSU organise les 26 et 27 mai une grande fête au stade de Colombes. Tu es le responsable de la commission chargée de l'organisation de cette manifestation. Peux-tu, pour les lecteurs de T.S. donner des informations sur cette fête ?

— J.F. — La décision d'organiser cette fête a été prise il y a plusieurs semaines. Son but : rassembler des milliers de travailleurs et de jeunes sur le thème de l'autogestion socialiste.

Nous occuperons l'ensemble des terrains de sport qui entourent le stade de Colombes proprement dit, à l'exclusion de celui-ci, soit une surface de 30 hectares !

T.S. — ... Pourquoi pas le stade lui-même ?

J.F. — Parce que nous n'aurions pas eu droit à la pelouse et que nous ne voulons pas donner un caractère statique et passif à cette fête : il y aura un grand chapiteau, un podium pour la musique folk, rock et pop, un podium pour le théâtre, la poésie et les variétés. Des stands où les sections du PSU, les groupes militants, les groupes écologiques, la presse révolutionnaire présenteront leurs activités, leurs actions, leurs réflexions et où pourront s'engager des mini-débats. Des aires d'activités où seront organisés des forums de discussion et d'expression.

T.S. — Est-ce que tout cela est bien programmé, centralisé, coordonné ?

J.F. — Attention, nous ne voulons pas tomber ici dans une pseudo-spontanéité de type bordélique, ni dans une centralisation de type militaire « bolchevique-bolchevique ». Le titre

de la fête c'est « Fête internationale des travailleurs et de la jeunesse pour l'autogestion socialiste » : nous prévoyons un cadre général une implantation donnée, des structures d'animation, et dans ce cadre nous prévoyons que des initiatives seront prises, des idées fuseront. L'idéal serait bien sûr que des milliers de jeunes dans un cadre donné, se rencontrent et spontanément fassent la fête, l'autogèrent : mais nous sommes tous, même si nous nous croyons révolutionnaires, conditionnés par la société dans laquelle nous vivons et nous sommes à un degré ou à un autre prisonniers de son idéologie. Et le niveau de conscience n'est pas le même. Voilà pourquoi il faut un minimum de structures : nous aurons par exemple, une garderie d'enfants, ça s'organise...

T.S. — Il y aura des « vedettes » ?

J.F. — Disons qu'il y aura des artistes et des groupes connus, mais qui sont choisis pour leur engagement politique et la résonance militante de leur art. Léo Ferré, Serge Kerval, Colette Magny, Mouloudji, Simone Bartel, Sommer, Brigitte Fontaine, Areski, nous ont déjà confirmé leur présence. Parmi les groupes pop, rock, nous pouvons déjà signaler la participation de Kommintern, Mahjoun, Alan Silva, Kandahar (Belgique) Perception, Catherine Ribeiro et Alpes. Des contacts sont pris avec les « who » et bien d'autres...

Mais en dehors des « vedettes », nous comptons sur la présence de dizaines et de dizaines de groupes, de chanteurs, d'acteurs, capables d'improviser, et de donner une vie active à la fête. Le spectacle ne doit pas être seulement sur scène ; des chanteurs et des groupes bretons (Gilles Servat...) et occitans (Claude Marti...), des groupes de chanteurs et de musique algériens, marocains, africains,

sud-américains, vietnamiens sont attendus. L'expression artistique, musicale, théâtrale, poétique, politique doit fuser partout...

T.S. — Combien de personnes sont attendues ?

J.F. — ... Plusieurs dizaines de milliers, femmes en luttés, jeunes travailleurs, lycéens, étudiants, travailleurs : tous et toutes pourront trouver dans cette fête une occasion non seulement de se détendre, mais d'enrichir leur réflexion, de prendre des contacts, de discuter des expériences de lutte.

T.S. — Et le prix d'entrée ?

J.F. — 10 francs pour les deux jours donnant droit à une entrée permanente.

T.S. — Militants : à vous de jouer, mobilisez-vous vite, les cartes d'entrée sont à votre disposition, les affiches, les tracts ; préparez vos stands et... Bonne Fête !

Permanence : 9, rue Borromée — Paris 15^e
tous les jours de 10 h à 19 h 30 — Poste 95

On recherche
militants, clowns, acteurs
pour animer la Fête.

Réunion de préparation,
samedi 12 mai, 15 heures,
et lundi 14 mai à 18 heures,
9, rue Borromée, PARIS (15^e).

